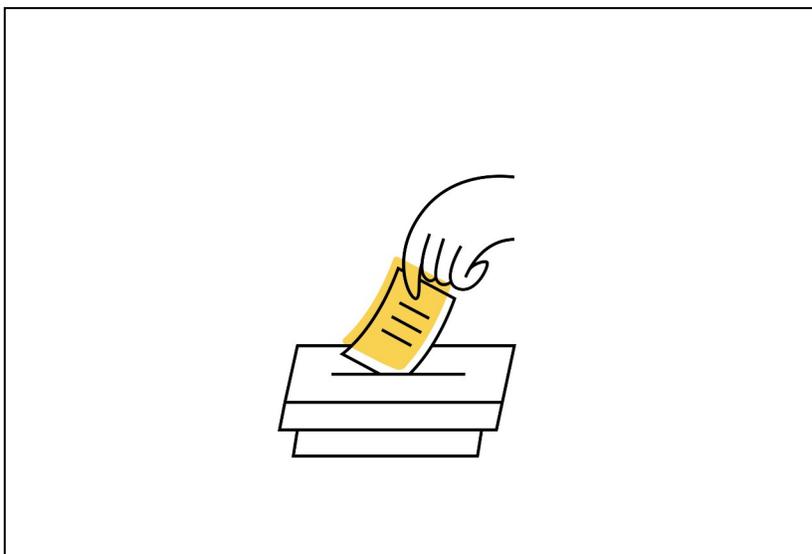




Quelle place pour les femmes dans les programmes pour ces élections 2024 ?

Par Juliette Léonard



L'année 2024 est marquée par différentes élections : communales, régionales, fédérales et européennes. A cette occasion, nous avons voulu lire et comparer ce que les principaux partis francophones proposent pour lutter contre les violences faites aux femmes. Nous retranscrivons dans cette analyse ce que nous retenons de chacun des programmes.

Introduction

Cette année 2024, nous votons pour tous les niveaux de pouvoir : communal, régional, provincial, fédéral et européen. En tant qu'association de terrain, notre travail nous rappelle quotidiennement ô combien des décisions politiques impactent directement et concrètement nos vies. En effet, nous observons le poids des différentes politiques mises en place sur les nombreuses femmes qui passent dans un ou plusieurs des services du CVFE - tant au refuge, qu'au centre d'insertion socio-professionnel, qu'à la crèche ou au sein du département d'éducation permanente : violences institutionnelles, difficultés pour garder les enfants, précarité, problèmes de titres de séjour, parcours administratif de combattantes, mal logement... Nous assistons à la brutalité de ce système qui se répercute d'autant plus sur les femmes qui vivent des violences. Et si nous constatons chaque jour ces difficultés, nous constatons également l'extrême nécessité de notre travail associatif qui panse de nombreux maux. Ce travail associatif, majoritairement effectué par des femmes, est vital et pallie aux manquements de notre société. Ce travail est pourtant bien trop souvent fragilisé par manque de moyens et soutiens, notamment financiers. C'est depuis cette position que nous effectuons cette analyse des programmes : conscientes du cadre dans lequel s'effectue notre travail et conscientes de la nécessité d'une diversité de politiques afin de lutter contre les violences faites aux femmes.

Ce contexte électoral particulier nous a semblé offrir une occasion propice pour analyser les programmes des différents partis politiques (en nous concentrant sur les élections fédérales et régionales) afin d'examiner les propositions visant à lutter contre les violences faites aux femmes. Nous n'avons pas limité notre lecture aux propositions concernant les refuges et la justice, mais avons ouvert celle-ci à toutes les politiques qui permettent - ou nuisent - à l'autonomie des femmes, comme le droit à l'avortement, la fin du statut cohabitant, ou les aides à l'emploi. Pour nous, il est évident de penser le cadre sociétal dans lequel s'inscrivent les violences et de sortir d'une vision simpliste de celles-ci qui pourraient se régler uniquement par un processus judiciaire. Au contraire, nous les analysons comme faisant partie d'un contexte inégalitaire sur lequel il faut agir. Ainsi, pour chaque parti, nous mettons en lumière ces différentes thématiques : déconstruction des stéréotypes de genre, autonomie économique des femmes, santé, double journée de travail et lutte contre

les violences faites aux femmes. De la sorte, nous sommes vigilantes envers l'ensemble des politiques qui peuvent précariser et fragiliser les femmes.

Nous pensons que cet outil s'avèrera utile, même en dehors de cette période électorale, car il met en lumière différentes manières d'aborder les violences faites aux femmes et, plus généralement, différentes visions de la société et des inégalités. Les programmes sont révélateurs des idéologies qui justifient les actions des différents partis. Cet outil est également utile à la compréhension du clivage gauche/droite, qui, nous le voyons, est très concret lorsque nous abordons les thématiques liées aux conditions de vie des femmes.

Quelques précisions

Cette analyse ne saurait être exhaustive et il n'est pas aisé de comparer ces programmes. En effet, ceux-ci ont des volumes extrêmement variés, abordent différemment les thématiques liées aux femmes, posent différents constats, etc. De plus, si nous avons pu analyser certaines thématiques grâce à notre expertise issue de notre travail de terrain et de différents écrits théoriques, nous n'avons pas cette expertise pour tous les sujets qui concernent les femmes. Ainsi, bien que conscientes de l'importance capitale de ces enjeux, nous n'abordons malheureusement pas les points concernant les politiques migratoires, les thématiques LGBTQIA+, les aînées, le racisme, ou encore, les propositions spécifiques aux femmes en situation de handicap.

De plus, pour effectuer cette analyse, nous n'avons pas établi une liste de propositions qui nous semblaient nécessaires dans notre combat pour l'égalité femmes/hommes. Nous avons construit cet outil en partant des propositions des partis que nous avons ensuite comparé entre elles. Ainsi, ce travail ne met en lumière que les thématiques amenées par les partis et ne représente pas un plaidoyer du CVFE. Néanmoins, afin d'analyser les différentes propositions concernant les violences faites aux femmes, nous nous sommes donc référées à notre expérience de terrain et de notre bagage théorique. Nous avons souhaité développer une vision globale des violences faites aux femmes et prêtons une importance particulière au cadre dans lequel les femmes se situent. Ainsi, il nous a semblé important (et évident) de mentionner les propositions qui concernent

l'autonomie économique des femmes, leur santé et leur double journée de travail. Notre analyse accorde donc une importance à la sécurité sociale et aux services publics, qui nous semblent être des remparts primordiaux contre les violences faites aux femmes, ainsi que des tremplins vers l'autonomie des femmes.

Pour finir, nous aimerions souligner que cette analyse est limitée aux programmes et que ceux-ci ne sauraient être représentatifs de l'ensemble du travail réalisé par les différents partis politiques. Nous tenons à préciser qu'il existe des conflits à l'intérieur de chacun de ces partis, avec des ailes plus à gauche et d'autres plus à droite. De plus, nous sommes conscientes que tout ce qui est noté dans les programmes n'en devient pas pour autant prioritaire pour ces partis. Nous avons d'ailleurs pu observer des écarts entre les propositions de certains partis et ce qui a été appliqué par les gouvernements dans lesquels ils étaient impliqués. Par exemple, PS et Ecolo mentionnent tous deux vouloir des pensions qui prennent en compte les temps partiels des femmes, ainsi que la limitation des emplois "atypiques" comme les flexijobs, mais les deux partis ont participé à un gouvernement qui a réformé les pensions sans prendre en compte le travail fractionné et qui a étendu ces flexijobs. Les politiques que nous observons sont bien souvent le résultat de conflits, compromis et marchandages et ce serait une erreur de se limiter à la seule lecture des programmes pour saisir le travail mené par les différents partis qui peut améliorer (ou empirer) les conditions de vie des femmes. Cette analyse comparative est un outil, que nous avons souhaité didactique, et doit être considéré comme tel. Cet outil permet la mise en lumière des différentes manières d'aborder les violences faites aux femmes, ainsi que le projet sociétal défendu par chacun des partis. Nous pensons, et espérons, que cet outil peut être utile pour les électrices et les électeurs, ainsi que pour les différent-es professionnel-les de l'éducation (permanente).

Résumé comparatif

A la lecture des programmes des différents partis, nous observons une première grande distinction, qui pourrait presque correspondre au clivage gauche/droite, à propos de la place réservée aux thématiques liées aux femmes. En effet, ces thématiques sont plus ou moins transversales et font l'objet de points d'attention

particuliers dans les programmes d'Ecolo, du PTB, du PS et des Engagés. Ces quatre partis font des mentions récurrentes, adoptent souvent un regard genré, se réfèrent aux revendications féministes et posent des constats et des solutions assez développés en ce qui concerne les difficultés rencontrées par les femmes. A l'inverse, les programmes de DéFi et du MR n'adoptent pas cette vision transversale et n'ont que très peu de propositions concernant les femmes.

En ce qui concerne la déconstruction des stéréotypes, excepté le PTB qui se concentre plutôt sur des politiques matérielles, il semblerait que les partis aient plus ou moins un socle commun qui est de favoriser l'entrée et la représentation des femmes dans des domaines plutôt masculins comme le sport, les STEAM, les médias, etc., avec certaines variations selon les partis. La place que l'école doit jouer dans la déconstruction des stéréotypes varie également selon les partis et, à l'exception de DéFI qui n'en fait pas mention, tous les partis sont favorables à la mise en place de l'EVRAS dans les écoles, bien que le MR et les Engagés mentionnent l'une ou l'autre réserve à ce sujet.

Nous nous sommes ensuite intéressées à la lutte contre les inégalités de genre en nous concentrant sur les propositions à propos de l'autonomie financière des femmes, de leur double journée, de leur santé et du secteur associatif.

A propos de l'autonomie financière, nous observons à nouveau, un clivage gauche/droite qui marque les propositions. Ecolo, le PS et le PTB, avec différentes variations - distinguant notamment Ecolo qui s'ancre moins dans le socialisme que les deux autres et développe moins ces points - sont pour un renforcement des services publics, de la sécurité sociale. Ces partis prévoient également différentes mesures afin de lutter contre la précarité ou contre les inégalités et la mise en place d'emplois stables et pérennes. Par exemple, ces partis s'opposent au statut cohabitant (ce qui est le cas de tous les partis à l'exception du MR), mentionnent vouloir un calcul de la pension qui prend en compte les temps-partiels au sein desquels les femmes sont majoritaires, ou encore sont pour l'automatisation des droits sociaux. Le MR, à l'extrême opposé, remet en question différents piliers de la sécurité sociale (notamment via des attaques envers les chômeuses et les chômeurs et les malades de longue durée), ne souhaite ni développer ni renforcer certains secteurs publics. Au contraire, il est ouvert aux partenariats avec le privé et

souhaite renforcer les emplois qui ne cotisent pas pour la sécurité sociale. Entre ces deux opposés, les Engagés et DÉFI ont des positions plus ambiguës. Par exemple, si les Engagés souhaitent plus de logements sociaux et l'élargissement de la gratuité scolaire (à l'instar des trois partis de gauche), le parti porte également différentes propositions qui affaibliraient notre système de solidarité à travers, par exemple, la remise en question des cotisations patronales, la limitation dans le temps des allocations de chômage, et l'absence de propositions concernant la protection d'emplois pérennes et cotisants. Il en est de même pour DÉFI qui, s'il démontre un certain attachement à la sécurité sociale et à certains services publics qu'il souhaite maintenir (ou voir redevenir) fédéraux, d'autres propositions remettent également en question les cotisations et démontrent une volonté d'ouverture au privé.

Par rapport à la double journée des femmes, l'ensemble des partis s'accorde sur la nécessité de plus de places en crèches (sauf DÉFI qui n'aborde pas le sujet). A l'exception du MR, l'ensemble des partis souhaite allonger le congé de paternité afin de l'aligner sur celui de maternité. Le PS, Les Engagés et DÉFI ont également pour volonté de tendre vers l'obligation de ce congé de paternité. Notons que les trois partis de gauche souhaitent aller vers une réduction collective du temps de travail et souhaitent limiter les emplois à horaires ultraflexibles, à l'inverse du MR qui souhaite les renforcer. DÉFI et les Engagés ne font pas mention de ce type d'emplois.

A l'exception de DÉFI et du MR, l'ensemble des partis développe un point spécifique à propos de la santé des femmes. En ce qui concerne la contraception, sauf DÉFI et le MR qui n'en font pas mention, l'ensemble des partis veut tendre vers un élargissement de la gratuité des différents moyens de contraception (avec, à nouveau, des variabilités selon les partis). A propos de l'IVG, Ecolo, le PS et le PTB veulent allonger le délai et rendre plus accessible cette pratique. DÉFI, qui ne développe pas autant de propositions afin de la rendre plus accessible, souhaite néanmoins la dépénaliser et rallonger le délai. Le MR règle la question avec un point qui vise à défendre "la liberté de disposer de son corps". Les Engagés veulent la dépénaliser et l'inscrire dans la constitution, bien que nous observons quelques réserves de leur part.

Ensuite, nous observons encore une fois un clivage gauche/droite à propos du

soutien à l'associatif. Les trois partis de gauche démontrent un grand soutien au secteur (le PS et le PTB marquant également fortement leur soutien aux syndicats et aux mouvements sociaux, Ecolo faisant plus mention du rôle écologiste que peuvent jouer les associations). Les Engagés considèrent également le secteur comme crucial, mais proposent de déléguer des tâches de l'Etat à celui-ci (ce qui ne nous semble bénéfique ni pour nos services publics, ni pour l'associatif, ni pour les bénéficiaires). DÉFI et le MR ne mentionnent pas l'immense travail réalisé par l'associatif, mais démontrent des positions de contrôle envers le secteur, voire de méfiance de la part du MR.

Pour finir, en ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, notons que l'ensemble des partis, à l'exception de DÉFI, sont pour la création de plus de CPVS, ainsi que pour celle de plus de places d'hébergement pour les victimes. En dehors de ces deux volontés, nous observons des propositions assez similaires pour Ecolo, le PS et les Engagés. En effet, les trois partis, qui souhaitent une justice plus accessible et plus centrée sur la place des victimes, développent une prise en charge assez transversale des violences faites aux femmes dans leurs points consacrés à la justice. Ces partis prônent la formation des professionnel-le-s, la prévention et souhaitent tendre vers des sanctions alternatives (les trois partis mentionnent Praxis). Le PTB est assez proche de cette vision, mais développe une approche plus strictement punitive en ce qui concerne les violences sexuelles et préconise la prison. Néanmoins, nous sommes bien loin de la vision du MR qui développe un regard sécuritaire, répressif et punitif (c'est le seul parti qui souhaite construire plus de prisons). Le MR ne spécifie d'ailleurs qu'assez peu les victimes des violences faites aux femmes. Notons que DÉFI est le parti avec le moins de propositions à ce sujet et ne développe pratiquement rien sur la prise en charge des victimes de violences faites aux femmes dans le cadre judiciaire.

ECOLO

Vue d'ensemble

Dans son programme, Ecolo se revendique du féminisme et mentionne vouloir combattre le patriarcat. Nous constatons que les thématiques liées aux femmes sont transversales avec de récurrents points d'attention. De plus, nous trouvons un point consacré à "une égalité enfin réelle entre les femmes et les hommes" dans une partie plus large qui regroupe les propositions pour "une société plus égalitaire et plus ouverte".

Ecolo a plusieurs propositions qui visent à réduire les stéréotypes de genre et à mettre en place une meilleure représentation des femmes. Le parti souhaite également le renforcement de l'EVRAS.

En ce qui concerne leurs revendications pour lutter contre les inégalités de genre, Ecolo note quelques propositions qui visent à renforcer la sécurité sociale et les services publics. De même que les deux autres partis de gauche, le parti souhaite également maintenir le contrat CDI comme étant la norme, est pour la fin du statut cohabitant, contre les attaques faites aux personnes au chômage et développe plusieurs propositions pour lutter contre les inégalités genrées salariales et de pensions. Néanmoins, ces points concernant la sécurité sociale, les services publics et le type d'emploi souhaité sont moins développés et moins affirmés que dans les programmes des deux autres partis de gauche.

Le parti développe différentes propositions pour permettre une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Comme tous les partis à l'exception de DéFI, Ecolo souhaite créer plus de places en crèche et, comme tous les partis à l'exception du MR, le parti souhaite allonger le congé de paternité afin de l'aligner sur celui de maternité. Le parti, comme les deux autres partis de gauche, vise également une réduction collective du temps de travail. Notons, par contre, qu'en ce qui concerne les mobilités, Ecolo, comme les autres partis, ne développe aucune approche genrée

de celle-ci. Le parti développe plusieurs propositions qui compliqueraient les mobilités quotidiennes, déjà complexes, de nombreuses femmes. Néanmoins, le parti propose une ville avec des infrastructures de proximité, des toilettes publiques et des fontaines d'eau.

Ecolo développe une approche genrée de la santé et souhaite porter une attention particulière à la santé des femmes. Le parti souhaite par ailleurs, comme les deux autres partis de gauche et les Engagés, élargir la gratuité de la contraception. Le parti souhaite également allonger la durée possible de l'IVG, supprimer le délai de réflexion, ainsi que sensibiliser et former les étudiant-e-s en médecine au sujet.

Ajoutons que le parti reconnaît l'importance du travail effectué par le secteur associatif et souhaite lui offrir un financement stable.

En ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, Ecolo souhaite, à l'instar de tous les partis, à l'exception de DÉFI, plus de CPVS et plus de places d'hébergement pour les victimes de violences. Le parti, comme le PS et les Engagés, soutient le travail de Praxis. En ce qui concerne la justice, Ecolo souhaite lui donner plus de moyens et la rendre plus accessible, créer des tribunaux spécifiques aux violences intrafamiliales et renforcer les mesures d'éloignement des auteurs du domicile. Le parti veut également tendre vers plus de sanctions alternatives. Ecolo souhaite une meilleure prise en charge des victimes et la formation des professionnel-les aux violences faites aux femmes.

Déconstruction des stéréotypes de genre

Comme les autres partis, Ecolo démontre une volonté de rendre les secteurs généralement masculins - entrepreneuriat, monde agricole, sport, STEAM - plus inclusifs et accessibles aux femmes. A cela, s'ajoute la proposition d'une meilleure représentation des femmes dans la culture et dans les médias. Ecolo propose également de féminiser (en donnant des noms de femmes) les espaces publics.

En ce qui concerne le port de signes convictionnels, Ecolo souhaite “une approche inclusive de la neutralité qui pose la liberté de porter des signes convictionnels comme le principe de base et l’interdiction comme l’exception”.

En ce qui concerne l’enseignement, Ecolo le souhaite critique et inclusif - bien que ce point ne soit pas plus développé sur ce qu’ils entendent par là. Ecolo propose également de développer des outils de lutte contre le harcèlement et les violences à l’école, de renforcer les liens entre les PMS, les PSE, les centres de Planning Familial et les associations de terrain. Ecolo souhaite également former les professionnels de la jeunesse à propos du harcèlement, des violences de genre et des discriminations.

Evrás : Le parti souhaite le renforcement et la systématisation des dispositifs EVRAS.

Lutte contre les inégalités de genre

I. Autonomie financière

Ecolo a de nombreuses propositions qui visent à adoucir la vie des plus précaires et à renforcer notre système de solidarité : tarifs sociaux, système d’amende proportionnel, sécurité sociale alimentaire. Écolo mentionne également être contre les “emplois atypiques” (du style flexi job) avec une volonté que le CDI reste la norme (sans toutefois développer autant que les deux autres partis de gauche des protections pour ce type d’emplois). Le parti souhaite augmenter les salaires et instaurer un smic dont le revenu est suffisant, ainsi qu’allouer un revenu supérieur au revenu de pauvreté aux allocataires sociaux. Ecolo souhaite rendre l’indexation automatique pour toutes et tous au même moment.

Statut cohabitant : Comme les autres partis à l’exception du MR, Ecolo souhaite l’individualisation des droits sociaux et la fin du statut cohabitant.

Pensions : En ce qui concerne le calcul des pensions, Ecolo propose “non pas de se focaliser sur l’âge légal pour fixer le départ à la pension mais plutôt sur la durée de

la carrière et la pénibilité de celle-ci” et déclare vouloir “ tenir compte du travail à temps partiel dans le calcul des pensions, harmoniser l’accès au deuxième pilier et assimiler les congés thématiques (congé de maternité, chômage, congés parentaux, crédit-temps...) dans le calcul de la pension”. Ecolo souhaite que toutes les futures mesures en termes de pension soient analysées via un regard genre. Le parti propose également un taux de remplacement qui tend vers celui des pensions des fonctionnaires statutaires.

Egalité salariale : En plus de vouloir lutter contre les stéréotypes de genre, les emplois flexibles et les temps partiels subis, Ecolo propose de lutter contre l’inégalité salariale via une transparence salariale dans les entreprises, la revalorisation des métiers féminins et du non-marchand via un refinancement structurel et la modification des grilles et barèmes, ainsi que l’amélioration des conditions de travail et la reconnaissance de ces métiers comme étant pénibles. De plus, Ecolo démontre une volonté de lutter contre les discriminations à l’embauche “notamment en ayant recours aux tests de situation et en imposant des plans de diversité dans les grandes entreprises”.

Services publics et sécurité sociale : Ecolo, qui ne développe pas autant ces points que les autres partis de gauche, mentionne néanmoins son attachement aux services publics et à la sécurité sociale. Le parti note d’ailleurs une volonté de tendre vers des services publics “universels” qui seraient plus accessibles et qui incluraient plus de services comme le logement, l’eau, la santé.

Ecolo mentionne par ailleurs vouloir lutter contre les mesures d’exclusion du chômage, défendant ainsi ce pilier de la sécurité sociale. Ajoutons également qu’Ecolo propose l’automatisation des droits sociaux afin de lutter contre le non recours, ainsi que le financement par l’Etat à 100% du RIS.

II. Doubles journées des femmes

Ecolo souhaite renforcer “les possibilités de mieux combiner vie privée et vie

professionnelle” via un renforcement des congés thématiques et des crédits temps, ainsi que via “le renforcement des services collectifs (crèches, accueil durant le temps libre, etc.)”. Ecolo souhaite également élargir le congé parental, qu’il soit de minimum 4 mois pour les parents qui le souhaitent.

Sur le long terme, Ecolo a pour horizon la réduction collective du temps de travail avec des semaines de 32 heures.

Crèches : Ecolo souhaite, comme tous les partis à l’exception de DÉFI, plus de crèches (et notamment des éco crèches que le parti souhaite développer, sans préciser si cela doit être du ressort du privé ou du public) dont le prix varierait selon le revenu des parents. Le parti veut également une meilleure rémunération des métiers de prise en charge de l’enfance.

Mamans solos : Ecolo note qu’afin de soutenir les familles monoparentales, il faut renforcer l’accès au SECAL, ainsi que “différents projets locaux de solidarité, d’entraide et de détente, notamment via des services de baby-sitting”.

Mobilités et infrastructures publics : Ecolo mentionne vouloir réduire les prix et étendre la “quasi gratuité” des transports publics pour certaines catégories. D’autres propositions visent à développer les transports en commun afin d’atteindre une offre fréquente et étendre celle-ci à de nombreuses zones (notamment les zones rurales, comme le mentionnent tous les partis).

Néanmoins, à l’instar des autres programmes, les propositions concernant la mobilité ne prennent pas en compte les spécificités des déplacements quotidiens des femmes et le parti déclare vouloir hiérarchiser les modes de déplacement (la marche et le vélo placés en tête) - sans mentionner les personnes pour qui ces modes de transport sont pratiquement impossibles.

Par contre, Ecolo mentionne sa volonté de promouvoir la “ville à 10 minutes et la vie de proximité”, ainsi que sa volonté de mener une réflexion sur l’accessibilité aux

différents services et logements. Le parti souhaite également installer des fontaines d'eau et des sanitaires publics gratuits. Afin de rendre les espaces publics plus accueillants, Ecolo souhaite également s'appuyer sur l'organisation de marches exploratoires et appliquer le gender mainstreaming.

III. Santé des femmes

Dans son programme, Ecolo défend la santé comme un droit. Diverses propositions visent à rendre la santé plus accessible comme, par exemple, une généralisation du tiers payant ou la création d'infrastructures de proximité telles que des maisons médicales.

Ecolo développe dans son programme une approche genrée de la santé et souhaite tenir compte des aspects qui touchent spécifiquement les femmes comme, par exemple, la grossesse, les menstruations, la ménopause, ainsi que les maladies cardiovasculaires et l'endométriose. Ecolo affiche la volonté de fournir aux femmes les outils nécessaires à la connaissance de leurs corps, mais également de réaliser les tests cliniques sur des hommes et des femmes, d'instaurer des référent-e-s genre dans les hôpitaux et former les professionnel-les de la santé à propos des sujets qui touchent les femmes. De plus, le parti souhaite lutter contre les violences obstétricales et gynécologiques, créer un "observatoire national pour une naissance respectée" et mettre en place un accompagnement de la maternité et ainsi lutter contre les post partum. Ecolo mentionne aussi sa volonté de renforcer "les services d'accompagnement à la parentalité, avec une attention particulière pour les familles en difficulté".

Notons par ailleurs qu'écolo souhaite améliorer l'accès aux soins de santé pour les personnes sans papiers et élargir l'AMU à plus de soins.

Contraception : Ecolo souhaite rendre gratuites les contraceptions masculines et féminines à vie, et renforcer l'information sur celles-ci.

IVG : Le parti souhaite inscrire l'IVG dans la constitution, élargir celle-ci à 22 semaines, supprimer le délai de réflexion et garantir ce droit à toutes les personnes présentes en Belgique avec un focus sur les publics vulnérables. Ecolo souhaite également sensibiliser et former les étudiant-e-s en médecine.

IV. Soutien au secteur associatif

Le parti note un soutien marqué au monde associatif ainsi qu'à l'éducation permanente (mais à l'inverse des deux autres partis de gauche, Ecolo ne fait que peu mention des syndicats). Le secteur associatif est plusieurs fois mentionné et considéré comme partie intégrante et moteur de la démocratie. Nous observons une reconnaissance de l'expertise de terrain et de l'écoute qui doit être prêtée à cette expertise. Néanmoins, presque systématiquement, Ecolo souligne le rôle que le monde associatif peut jouer dans la sensibilisation à l'écologie et développe moins les autres thématiques, très variées, que travaille le secteur. Le parti propose de soutenir et d'offrir un financement stable aux associations.

Lutte contre les violences faites aux femmes

Afin de garantir la sécurité des femmes dans les espaces collectifs, le parti souhaite renforcer les marches exploratoires, sensibiliser la formation du personnel et développer les lieux "safe", rendre les espaces publics plus accueillants, mettre en place des arrêts de bus à la demande.

Ecolo souhaite augmenter les logements d'urgence et de transit, ainsi que les centres d'hébergement pour les victimes de violences intrafamiliales. Le parti souhaite également "intégrer les besoins spécifiques de certains publics dans les politiques publiques du logement (LGBTQIA+, familles monoparentales, victimes de violences intrafamiliales, jeunes en errance, etc.)". Ecolo propose aussi de systématiser l'éloignement des auteurs de violences du domicile.

Ecolo souhaite créer plus de CPVS (et notamment proche des campus).

Police et justice :

Ecolo souhaite refinancer ce "service public essentiel" qu'est la justice et la rendre plus accessible "en levant les obstacles financiers, procéduraux et géographiques, via notamment un renforcement de l'aide juridique et le maintien d'une justice de proximité". Ecolo souhaite également rendre l'information accessible, ainsi qu'assurer l'égalité de toutes et tous devant la justice en luttant contre toute discrimination liée aux revenus, à l'origine ou au genre" et souhaite mener une étude multidisciplinaire afin de déterminer si notre système judiciaire a des pratiques discriminantes. De plus, est affichée la volonté de former et sensibiliser la police aux sciences humaines, au racisme, ou encore à l'accueil des victimes. Ecolo propose d'améliorer "la prise en charge des victimes et la réparation des dommages subis par celles-ci". Le parti suggère notamment la prise en charge transversale des victimes de certains types de violences, renforcer les services d'aide aux victimes, assurer un suivi, "faire toujours primer le statut de victime en cas de plainte. Pour les personnes en situation de séjour illégal par exemple, l'obligation de prévenir l'Office des Étrangers doit être supprimée car elle dissuade ces personnes de porter plainte", prévoir les aménagements pour éviter les violences institutionnelles, "appliquer la Convention d'Istanbul et l'accès à la justice des victimes de violences intrafamiliales. Le programme mentionne également qu'il faut revoir la législation pour protéger les femmes victimes de violences intrafamiliales venues par regroupement familial". Le parti souhaite aussi explorer la piste de la justice restauratrice.

Le parti souhaite renforcer "la prise en compte des enjeux liés au genre dans les procédures judiciaires" en formant les professionnel·les de la justice et en créant des tribunaux spécialisés dans les violences intrafamiliales afin de "détecter les processus de domination et de violence (emprise, contrôle de coercition...), et d'écarter le recours à des concepts non fondés scientifiquement (tel que le syndrome d'aliénation parentale)."

Ecolo veut développer des peines alternatives capables de remplacer la prison, et non s’y ajouter et notamment “recourir davantage dans le cadre des peines aux dispositifs de formation et sensibilisation, sur le modèle des formations Praxis pour violences conjugales intrafamiliales”.

MOUVEMENT RÉFORMATEUR (MR)

Vue d'ensemble

Malgré une mention que l'égalité hommes/femmes "ne peut se résumer en un seul chapitre isolé, tant il est transversal", les femmes ne sont que peu abordées au sein du programme du MR. Un point assez court leur est consacré et résume leurs quelques propositions - peu nombreuses et assez peu développées - concernant spécifiquement les femmes.

Mentionnons au passage que les indépendant-es qui sont au coeur du programme du MR sont majoritairement des hommes et que lorsque le MR met en avant "le travail des indépendants comme moteur de l'économie", il met en avant un travail principalement masculin (ce qui ne fait d'ailleurs pas écho aux discours féministes qui ont plutôt tendance à mettre en lumière le travail du care comme étant le moteur de la société).

Le MR a quelques propositions qui visent à attirer plus de femmes dans les filières dites masculines comme les STEAM et dans l'entrepreneuriat. Le parti n'est pas très clair sur sa volonté de renforcement de l'EVRAS car, si ces dispositifs sont mentionnés, nous observons néanmoins une certaine méfiance de la part du MR.

Notons que le MR base et structure son programme sur une opposition entre les "travailleurs" et les personnes qui n'ont pas d'emploi (ces dernières étant transversales dans le programme, tant les attaques à leur encontre sont nombreuses). Cette vision assez restrictive du travail, qui ne prend pas en compte le travail domestique réalisé par les femmes, a des conséquences en termes de droits sociaux, qualité d'emploi et sécurité sociale, comme nous allons le voir.

En ce qui concerne leurs propositions pour lutter contre les inégalités de genre, le MR développe plutôt des propositions qui, à notre sens, nuiraient à l'autonomie financière des femmes. En effet, le parti, qui ne développe que peu un regard genré

et qui n'analyse pas les conséquences que leurs propositions pourraient avoir sur les femmes, propose de réduire les aides sociales et de permettre plus de flexibilité au travail. Le parti s'en prend à plusieurs piliers de la sécurité sociale, à travers notamment ses attaques envers les plus précaires que sont les chômeuses, les chômeurs et les malades de longue durée. Le MR ne mentionne pas la fin du statut cohabitant (nous pouvons raisonnablement supposer que le parti est pour le maintien de ce statut) et ne développe pas de propositions sérieuses pour lutter contre les inégalités salariales et de pension.

A propos de la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, à l'instar de tous les partis à l'exception de DÉFI, le MR souhaite plus de places en crèche. Néanmoins, le parti est le seul à ne pas mentionner la nécessité d'intégrer les deux parents dans les congés parentaux. Le parti, qui ne semble pas se référer aux analyses féministes à propos de la double journée des femmes, propose, pour répondre à ce problème de conciliation, plus de flexibilité. En ce qui concerne les mobilités, le MR, comme les autres partis, ne développe pas une approche genrée de celles-ci et se contente de dire que chacun est "libre" de choisir son moyen de transport.

Le MR ne développe pas une approche genrée de la santé et ne mentionne pas la contraception. Le parti règle rapidement la question de l'IVG en se contentant de proposer d'inscrire dans la constitution un point général qui entérine "la liberté de disposer de son corps" (ce qui empêche d'aborder la question de l'effectivité et l'accessibilité de l'IVG, la formation des médecins, une offre suffisante, etc).

A propos du secteur associatif, le MR ne démontre pas de soutien et semble même plutôt méfiant.

En ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, le MR souhaite, comme tous les partis, à l'exception de DÉFI, plus de CPVS et plus de places en hébergement pour les victimes de violences. A l'inverse des autres partis (sauf DÉFI qui a une position plus ambiguë), le MR s'inscrit dans une approche beaucoup plus

sécuritaire, punitive et répressive de la justice (c'est d'ailleurs le seul parti qui souhaite plus de prisons), ce qui est difficilement conciliable avec une prise en charge globale des violences faites aux femmes. Néanmoins, le MR note vouloir une meilleure prise en charge des victimes (le parti fait référence à toutes les victimes, pas spécifiquement aux victimes de violences faites aux femmes) et souhaite former les policières et les policiers aux violences faites aux femmes.

Déconstruction des stéréotypes de genre

En ce qui concerne la déconstruction des stéréotypes de genre, quelques propositions sont faites allant dans ce sens. Comme les autres partis, le MR propose de plus soutenir le sport féminin, de favoriser l'entrée des femmes dans les STEM, ainsi que dans l'entrepreneuriat (ce dernier étant la priorité du parti et perçu comme bénéfique pour l'ensemble de la société).

Par ailleurs, sous prétexte d'accessibilité, le MR prône "l'interdiction du recours à une écriture inclusive qui exclut".

Notons également que le MR s'oppose aux "accommodements raisonnables" et aux "signes convictionnels dans la fonction publique".

A propos du rôle de l'école dans la déconstruction des stéréotypes, le MR ne prévoit pas de formation et sensibilisation à ces thématiques (pourtant le parti en prévoit à propos de l'entrepreneuriat ou encore sur les intelligences artificielles), et mentionne que l'école n'a pas vocation à tout apprendre (nous supposons que cette responsabilité repose donc sur les familles). Néanmoins, le parti développe quelques propositions afin de développer un meilleur climat scolaire comme apprendre l'empathie, prévenir et sanctionner le harcèlement.

Notons que le MR base et structure son programme sur une opposition qui leur semble majeure entre les "travailleurs" et les personnes qui n'ont pas d'emploi rémunéré. Or, cette manière de théoriser et de limiter le travail au travail rémunéré nous semble aller à contre-courant de tout ce que les mouvements féministes ont

tenté de visibiliser, à savoir le travail domestique non rémunéré des femmes. Ce travail n'est jamais mentionné, jamais valorisé et n'est donc pas pris en compte dans leur constat que "le travail paye et [est] le meilleur rempart contre la pauvreté". Cette vision, en plus d'être en décalage complet avec une pensée féministe, a des conséquences concrètes sur les femmes en termes de pension, droits sociaux, etc, comme nous le verrons.

Evrás : Le MR fait quelques mentions à l'éducation affective et sentimentale, ainsi que cette proposition "[d']évaluer le dispositif d'agrément, les supports et les animations de l'Éducation à la Vie Relationnelle, Affective et Sexuelle (EVRAS) qui restent perfectibles à ce stade".

Lutte contre les inégalités de genre

I. Autonomie financière

Le MR n'est pas particulièrement porté sur les aides sociales et démontre plutôt quelques réticences à leurs propos tant il leur paraît évident que lorsque l'on travaille, il n'y a pas de raisons d'avoir besoin d'aides. A l'augmentation des salaires, le MR préfère la possibilité de faire des heures supplémentaires. Ainsi, le parti propose la possibilité de travailler le dimanche dans le secteur du commerce, commencer le travail de nuit à partir de minuit plutôt que 20 heures, favoriser les emplois intérimaires, étendre les flexi-jobs. Pour différents corps de métiers, comme enseignant-es ou infirmières/ers, le MR propose la possibilité d'heures supplémentaires. Le MR ne semble pas tenir à la semaine de 38h, ni au CDI.

Notons que le MR développe quelques propositions visant à améliorer la couverture sociale des indépendant-es, bien que l'objectif est plutôt de "laisser le choix à ces indépendants : bénéficier de cotisations sociales réduites mais sans ouvrir des droits à la pension ou cotiser sur le seuil minimal et ouvrir des droits".

Statut cohabitant : Le MR est le seul parti à ne pas mentionner le statut cohabitant.

Pensions : En termes de pensions, le MR applique son principe favori qui voudrait que plus une personne a travaillé, plus elle aura de pension. Un principe qui désavantage les femmes, majoritaires dans les temps partiels.

Le parti, conscient de ce déséquilibre en raison des temps partiels des femmes, suggère que "Afin de permettre de rétablir l'égalité des droits à la pension, il est cohérent d'ajouter la possibilité, sur base volontaire, de partager les droits à la pension obtenus avec son conjoint ou cohabitant légal. Cette proposition vise à permettre aux couples de choisir une option de partage des droits à la pension. Cela impliquerait que la personne continuant à exercer un temps plein pourrait cotiser pour son conjoint dont le temps de travail a été diminué dans le but de libérer du temps pour la vie de famille. Concrètement, durant la période où cette possibilité est choisie par le couple, les droits acquis par les deux parties sont additionnés et ensuite redistribués de la manière choisie par le couple".

Cette proposition nous questionne énormément. Le MR ne mentionne pas ce qu'il se passera en cas de divorce, pour les familles monoparentales, etc. Ce genre de propositions ne nous semblent pas promouvoir l'émancipation des femmes sachant qu'elles ont généralement le salaire le plus bas du couple. Cette proposition va également à l'encontre de l'individualisation des droits revendiquée par les féministes depuis des années.

Sécurité sociale et services publics :

Le MR ne se caractérise pas par son attachement aux services publics et à la sécurité sociale. Nous observons dans leur programme des volontés de contrôler et limiter les dépenses, ainsi que de nombreuses ouvertures aux partenariats avec le privé.

De multiples propositions s'attaquent frontalement à certains piliers de la sécurité sociale et aux mécanismes de solidarité. Par exemple, le MR "veut stimuler la performance du secteur de l'activation (Forem, Actiris, CPAS, etc.) en liant de manière systématique le financement à la mise à l'emploi effective", ou encore

favoriser les fonds de pension. Notons également que le MR questionne la gratuité de l'ensemble des services proposés par l'école. De plus, Le MR souhaite réduire les aides sociales et les allocations familiales des parents dont les enfants commettraient des délits graves ou sont récidivistes, ce qui ne nous semble absolument pas être une aide pour ces parents et enfants déjà confrontés à des difficultés.

Le MR s'en prend également au chômage, rendant les chômeuses et les personnes au chômage responsables de leur situation et souhaite la limitation des allocations de chômage à deux ans, ainsi que le durcissement des critères et des sanctions. Le parti s'attaque également aux personnes les plus précaires, en proposant, par exemple, des baux à durée déterminée pour les logements sociaux et la mise au travail via des "services communautaires" des personnes au CPAS. Le MR dénonce également les malades longue durée, perçus comme encore plus coûteux que les chômeuses et les chômeurs.

Toutes ces propositions, en plus de celles visant à développer des emplois qui ne cotisent pas, visent à affaiblir notre système de sécurité sociale.

II. Double journée des femmes

Afin de répondre à la conciliation entre vies privée et professionnelle, le MR suggère des "pratiques de travail plus flexibles, comme le télétravail ou des horaires ajustables lorsque cela est possible". Nous ne sommes pas sûres de percevoir comment des pratiques plus flexibles puissent aider les femmes à concilier des horaires déjà difficiles.

Crèches : Comme les autres partis à l'exception de DÉFI, le MR souhaite développer plus de places en crèches (le MR ne fait pas mention des prix et souhaite soutenir les partenariats public-privé dans ce secteur) et propose d'augmenter les salaires des métiers liés à l'enfance. Notons que le MR souhaite prioriser les parents ayant un emploi ou les chômeuses/eurs "activement en recherche" (sans nous

spécifier selon quels critères) sur les parents sans emploi.

Mamans solos : Le MR mentionne que les familles monoparentales, qui ont majoritairement à leur tête une femme, risquent plus fortement d'être en situation de pauvreté et peuvent subir des discriminations et stéréotypes de la part des employeuses/eurs. Afin de résoudre cette situation, le MR prône, encore une fois, des horaires et des pratiques de travail plus flexibles.

Mobilités et infrastructures publiques : A l'instar de tous les partis, le MR souhaite développer les transports, notamment en zones rurales, ainsi que la création de plus de services de proximité dans ces zones. Le parti mentionne être contre la gratuité et pour la libéralisation.

Comme les autres partis, le MR ne mentionne pas les spécificités des mobilités quotidiennes des femmes. Le parti se contente de mentionner la "liberté" de choisir son moyen de transport. Notons par ailleurs, qu'ici encore les personnes au chômage, réel sujet transversal de leur programme, sont à nouveau mentionnées. Le parti propose en effet de ne pas prendre en compte une limitation géographique dans les recherches d'emploi : un emploi éloigné refusé implique sanction (ce qui nuirait aux femmes qui favorisent des emplois de proximité afin de pouvoir concilier leurs différentes tâches).

Le parti mentionne la nécessité d'adapter les transports et les trottoirs aux poussettes.

III. Santé des femmes

De même que les autres partis, le MR souhaite plus de médecins afin de couvrir les différentes zones géographiques moins desservies. Par contre, avec DÉFI, le MR est le seul parti qui ne mentionne pas la santé des femmes. Notons que dans sa partie sur la santé, le MR réaffirme sa volonté de remettre à l'emploi les malades.

IVG : Le MR ne développe pas un discours spécifique sur l'IVG, mais intègre celui-ci dans un point qui prône "la liberté de disposer de son corps, face à la poussée du fait religieux et des obscurantismes, le MR propose d'intégrer dans la Constitution le droit à disposer librement de son corps afin de sanctuariser des droits fondamentaux, comme celui de pouvoir accéder à l'interruption volontaire de grossesse, dépenalisée depuis 1990 en Belgique, ou le droit à l'euthanasie. Si le législateur l'estime nécessaire, il peut restreindre cette liberté mais il devra le justifier en respectant le principe de proportionnalité". Ainsi, le parti ne propose pas de dispositions afin de s'assurer que l'offre soit suffisante et accessible.

Contraception : Le parti ne mentionne pas la contraception.

IV. Soutien au secteur associatif

Le MR ne fait pratiquement aucune mention au secteur associatif et à l'important travail réalisé par celui-ci. Si nous ne trouvons pas un soutien marqué, nous pouvons par contre souligner quelques propositions hostiles aux syndicats et aux mutualités. Nous observons également une remise en question des dotations publiques versées à des "ASBL engagées politiquement" (sans expliciter clairement ce qui est entendu par là) ainsi que, sous prétexte de lutte contre le terrorisme et la radicalisation, un renforcement du "contrôle du financement public des associations".

Lutte contre les violences faites aux femmes

La première fois que le MR mentionne les violences faites aux femmes, c'est pour dénoncer le harcèlement sexiste. Celui-ci est intégré dans un climat perçu comme globalement insécuritaire et le harcèlement sexiste est mentionné au même niveau que les incivilités, la fraude, la mendicité agressive, sans mentionner les spécificités de chacun de ces phénomènes. Le MR propose de répondre à ceux-ci par la mise en place de rondes, de plus d'agents de sécurité et de caméras, ainsi que des campagnes de sensibilisation " destinées à informer le public sur les comportements appropriés dans les transports en commun et sur les conséquences des infractions".

En ce qui concerne les autres violences faites aux femmes, le MR veut lutter contre les certificats de virginité et les mutilations génitales faites aux femmes, ainsi que le développement d'outils d'alerte en cas de violences. Le MR soutient également les CPVS et souhaite la possibilité de déposer plainte sous X.

Le MR propose également d'augmenter "le nombre de places d'hébergement spécialisées pour l'accompagnement des victimes de violences conjugales et intrafamiliales afin de sécuriser les femmes et leurs enfants". Le MR ajoute "la lutte contre les violences nécessite une politique intégrée spécifique avec une pluralité d'acteurs institutionnels dont la collaboration doit s'intensifier au bénéfice des personnes victimes de violences accompagnées dans le secteur (police, SAJ/SPJ, partenaires des Maisons de justice, justice etc.)".

Police et justice : Le MR met une grande importance sur la sécurité, les forces de l'ordre et la justice que le parti souhaite renforcer. Le MR souhaite une justice plus rapide, des peines renforcées et exécutées et plus de prisons (le MR précise d'ailleurs que les étrangers doivent exécuter leur peine "dans leur pays"). Les peines alternatives sont timidement mentionnées et uniquement suggérées comme des peines de travail.

Le MR développe également des propositions du type "en vue d'améliorer le fonctionnement de l'ordre judiciaire, de chaque tribunal et permettre le développement des magistrats, il est impératif de mettre en place un système d'évaluation fondé sur une logique de management individuel qui aurait pour objectif de promouvoir l'excellence et, si nécessaire, d'appliquer des mesures d'ajustements", ce qui nous questionne sur les implications que cela peut avoir. Notons également que le MR fait mention de la "justice prédictive".

Le MR développe un point sur la prise en charge des victimes avec des services d'accueil et d'informations qui suivraient les victimes tout le long du processus (le MR fait ici référence à toutes les victimes, pas spécifiquement les victimes de

violences sexistes). Le MR souhaite également des “services spécialisés dans l’accueil et l’accompagnement des personnes confrontées à la problématique des violences sexuelles” et former les policières et les policiers aux spécificités des violences faites aux femmes.

Les Engagés

Vue d'ensemble

Les thématiques liées aux femmes sont développées de manière transversale dans le programme des Engagés, celles-ci se retrouvent dans de nombreux points, constats et propositions et font office de points d'attention récurrent. Une partie leur est totalement dédiée.

Notons que le programme des engagés est très (très) fourni et compile beaucoup plus de propositions que les autres partis politiques (à l'exception du programme du PS qui est également très long). Les points consacrés aux femmes sont donc également particulièrement développés, comme l'est le reste du programme.

Les Engagés ont plusieurs propositions qui visent à réduire les stéréotypes de genre et à la mise en place d'une meilleure représentation des femmes. Le parti mentionne plusieurs fois une volonté de renforcer l'EVRAS, néanmoins nous observons une certaine méfiance à propos de son contenu.

En ce qui concerne la lutte contre les inégalités de genre, les Engagés ont plusieurs propositions qui soutiendraient les femmes, comme la fin du statut cohabitant (comme tous les autres partis, à l'exception du MR), l'extension de la gratuité scolaire ou encore une prise en compte des temps-partiels dans le calcul de la pension. Néanmoins, ces propositions nous semblent difficilement conciliable avec leur volonté de réduire les cotisations pour la sécurité sociale et leur rapport ambigu aux chômeuses et aux chômeurs : malgré une reconnaissance de leurs difficultés, le parti souhaite, par exemple, limiter dans le temps la durée des allocations, ce qui revient à s'en prendre à l'un des piliers de la sécurité sociale.

Le parti a différentes propositions pour permettre une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Comme tous les partis à l'exception de DÉFI, les Engagés souhaitent créer plus de places en crèche et, comme tous les partis à

l'exception du MR, le parti souhaite allonger le congé de paternité pour l'aligner sur celui de maternité afin d'impliquer les deux parents. Notons par contre qu'en ce qui concerne les mobilités, les Engagés, comme tous les autres partis, ne développent aucune lecture genrée de celles-ci et proposent une approche des mobilités par la sanction qui impacterait les plus précaires. Néanmoins, le parti souhaite intégrer un regard genré dans les politiques d'infrastructures publiques, créer des équipements collectifs, des fontaines d'eau et des toilettes publiques.

Les Engagés développent une approche genrée de la santé et souhaitent porter une attention particulière à la santé des femmes. Le parti souhaite par ailleurs, à l'instar des trois partis de gauche, élargir la gratuité de la contraception. Le parti souhaite inscrire l'IVG dans la constitution et réduire le délai de réflexion, mais nous sentons certaines réticences à propos du sujet, notamment avec une mention de laisser la "liberté de vote" à leurs parlementaires à ce sujet.

En ce qui concerne le secteur associatif, le parti reconnaît l'importance du travail effectué par ce secteur qu'il veut pérenniser, mais souhaite déléguer des tâches de l'Etat à celui-ci (le parti note, par exemple, des missions dans les secteurs de la pédagogie et de la santé), ce qui ne nous semble bénéfique ni pour nos services publics, ni pour l'associatif, ni pour les bénéficiaires.

En ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, les Engagés souhaitent, de même que tous les partis à l'exception de DÉFI, plus de CPVS et plus de places en hébergement pour les victimes de violences. Le parti fait référence à la Convention d'Istanbul et, comme le PS, souhaite également l'hébergement pour les auteurs et le soutien à Praxis (ce dernier étant également soutenu par Ecolo). En ce qui concerne la justice, les Engagés souhaitent lui donner plus de moyens et la rendre plus accessible et la création de chambres spécialisées sur les violences intrafamiliales. Le parti veut également tendre vers plus de sanctions alternatives. Les Engagés souhaitent une meilleure prise en charge des victimes et la formation des professionnel-les aux violences faites aux femmes.

Déconstruction des stéréotypes de genre

Le parti se concentre particulièrement sur la lutte contre les stéréotypes et les discriminations. A l'instar des autres partis, les Engagés développent des propositions afin de soutenir les femmes au sein de l'agriculture, d'encourager l'entrepreneuriat féminin, d'attirer les filles vers les filières numériques, STEM, mais aussi dans les sports. Ils ajoutent également une volonté d'améliorer la représentation des femmes en politique, ainsi que la mise en place d'une représentation de "tous les genres" au sein des médias et de la culture. Différents mécanismes sont proposés à ces fins, comme l'utilisation de quotas, la formation de certain-es professionnel-les au sexisme ou la promotion de la mixité.

Les Engagés souhaitent également mener le combat contre les stéréotypes dès le plus jeune âge via l'éducation, via la formation des enseignant-es, notamment, " au développement d'un climat scolaire serein, à la communication non violente, à la prévention du harcèlement", ainsi qu'à "l'égalité Femmes/hommes et aux questions de genre (occupation des espaces et des savoirs)." A cela s'ajoute la proposition de "Lutter contre tous les stéréotypes dans les manuels scolaires, les livres de jeunesse et les logiciels éducatifs, les choix d'orientation, la formation des équipes pédagogiques et dans la gestion des cours de récréation."

Les Engagés souhaitent autoriser les signes convictionnels dans l'espace public (tant que ceux-ci ne s'opposent pas à la loi et à la sécurité), mais y sont opposés dans la fonction publique, dans le système scolaire pour les mineur-e-s et réservent le droit de décider aux établissements de l'enseignement supérieur.

L'un ou l'autre constat posé par les Engagés nous ont interpellés. Comme le MR, bien que ce ne soit pas aussi structurant au sein de leur programme, les Engagés actent une distinction entre "ceux qui travaillent" qu'il faudrait récompenser et ceux qui ne "travaillent pas", sans mentionner la montagne de travail domestique effectué par les femmes.

D'autres formulations nous questionnent comme, par exemple, la mention : "la Belgique affiche un taux de divorce de 53 % et fait partie des pays où les couples mariés ont la probabilité la plus faible de rester soudés toute leur vie. Dès lors, ces séparations augmentent le taux de familles monoparentales, qui sont plus susceptibles de tomber dans la précarité. Ce qui augmente la pauvreté infantile et la délinquance juvénile".

Evrás : les Engagés notent plusieurs fois une volonté de renforcer l'EVRAS, mais nous observons une légère crainte par rapport à celui-ci. En effet, les Engagés proposent de "confier à une équipe composée notamment de pédopsychiatres le soin de parcourir le Guide EVRAS pour qu'il soit plus neutre idéologiquement et plus respectueux de l'âge des élèves afin d'offrir l'outil le plus adéquat au corps professoral et autres intervenants."

A côté de l'EVRAS, d'autres activités qui pourraient servir dans la lutte contre les inégalités sont proposées pour le cadre scolaire comme l'apprentissage de la communication non violente, de l'empathie et de l'écoute de ses émotions, la sensibilisation à des modèles de masculinités co-responsables (qui prennent en charge le travail de care), la valorisation de ce travail de care, ainsi que des programmes d'éducation sexuelle inclusifs qui aborderaient le consentement, les relations saines, etc.

Lutte contre les inégalités de genre

I. Autonomie financière

Comme nous allons le voir, les Engagés ont de nombreuses propositions concernant la sécurité financière des femmes. Nous saluons certaines comme la volonté de créer plus de logements sociaux et de AIS, l'augmentation à 300 euros par mois des allocations familiales, la reconnaissance du statut de famille nombreuse à partir de deux enfants et une meilleure couverture sociale pour les indépendant-es, mais nous questionnons d'autres qui affaibliraient la sécurité sociale et les services

publics.

Statut cohabitant : A l’instar de tous les autres partis à l’exception du MR, les Engagés sont pour l’individualisation des droits et la suppression du statut cohabitant.

Pension : les Engagés proposent une nouvelle manière de calculer les pensions que seule une étude poussée sur le sujet permettrait d’évaluer correctement. Néanmoins, ils mentionnent que ce calcul prendrait mieux en compte les temps partiels, les congés parentaux, et autres périodes qui nuisent au calcul des pensions des femmes. Il est mentionné que la pension doit être de 1500 euros minimum. Par contre, s’il n’y a pas de mention liée à l’âge, il est proposé de pouvoir permettre à ceux qui le “voudraient” de pouvoir travailler plus longtemps - nous pouvons imaginer l’impact sur les plus précaires - ainsi que de permettre le bénévolat - ce qui pose des questions sur la création d’emplois pérennes.

Egalité salariale : Les Engagés souhaitent une transparence sur les rémunérations, des sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas l’égalité salariale, ainsi que la revalorisation des métiers du care et du non-marchand (nous n’avons pas les détails sur ce que le parti entend par cette revalorisation). Les Engagés souhaitent également lutter contre les discriminations du marché du travail en proposant de sanctionner les employeuses/eurs qui discriminent et que ces employeuses/eurs portent la charge de la preuve. Le parti souhaite également la mise en place de labels, quotas, politiques de gender mainstreaming, ainsi que des contrôles via des “candidatures mystères”.

Services publics et sécurité sociale :

Les Engagés ont quelques propositions favorables aux services publics et à la sécurité sociale comme la volonté d’étendre la gratuité scolaire, ou encore de fournir plus de moyens structurels humains et financiers pour les CPAS, ainsi que de mener des campagnes contre le non recours. Néanmoins, nous n’observons pas de

position de défense claire de ces biens communs et, au contraire, de nombreuses propositions et constats pourraient les affaiblir.

Dès les premières lignes de leur programme, les Engagés mentionnent "Aujourd'hui, ce modèle ne fonctionne plus. La Sécurité sociale est structurellement en déséquilibre. La hauteur des cotisations sociales, bien qu'indispensable au financement actuel de notre sécurité sociale, nuit à la compétitivité des entreprises et à la création d'emplois."

Par la suite, il est proposé plusieurs fois de "rationaliser" les dépenses, ainsi que les structures administratives, d'éliminer les dépenses "superflues" et de réorienter "les ressources vers des domaines clés tels que l'innovation, les infrastructures et l'éducation". Le parti mentionne également une volonté "d'évaluer la pratique des nominations au regard de la nécessaire modernisation du secteur public" ou propose que des fonctionnaires, ici les enseignant-es, puissent prester des heures supplémentaires. Le parti s'en prend également au mécanisme d'indexation et veut revoir son automaticité qui pourrait "nuire aux entreprises". De plus, le parti souhaite "garantir le financement des pensions et de la Sécurité sociale via le financement alternatif (compensation des réductions de cotisations patronales, accises, taxes carbone, etc.)", ce qui, à nouveau, appauvrirait la sécurité sociale au profit des patrons.

Nous retrouvons également un rapport ambigu envers les personnes au chômage. En effet, malgré une reconnaissance du plus grand nombre de chômeuses/eurs que d'emplois vacants et des discriminations que subissent certaines populations sur le marché de l'emploi, les Engagés proposent tout de même des sanctions contre ces personnes : non possibilité de refuser un emploi considéré comme correspondant, "orienter les demandeurs d'emploi et demandeurs d'asile vers les métiers de la construction et autres métiers en pénurie", limitation des allocations de chômage à deux ans.

II. Double journée des femmes

Les Engagés notent diverses propositions afin d'améliorer la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, comme, par exemple, tendre vers un congé paternité obligatoire pour les pères, d'une durée aussi longue que pour les mères. D'autres propositions visent à pouvoir s'absenter plus facilement de son emploi afin de pouvoir prendre en charge des événements inattendus liés aux enfants. Les Engagés prônent également l'organisation de transports scolaires ainsi que l'organisation d'activités extrascolaires - avec une volonté de tendre vers la gratuité de celles-ci - proposées par les écoles afin de soutenir les parents qui "ne peuvent pas être là à 15h30".

Crèches : Les Engagés souhaitent inscrire un droit à la crèche similaire au droit à l'école, améliorer les conditions des travailleuses/eurs de ces métiers et reconnaître la pénibilité de leur travail. Si, à terme, Les Engagés visent la gratuité des crèches (sans préciser si celles-ci doivent être publiques ou privées), en attendant, ils proposent des mesures telles que la possibilité de déduire le prix des crèches de ses impôts.

Mamans solos : Le parti propose de créer un statut de "famille monoparentale" qui ouvrirait aux mêmes droits que le statut "famille nombreuse". Le parti propose également le versement automatique de la pension alimentaire, l'automatisation des droits pour les familles monoparentales, le soutien aux associations qui aident les familles monoparentales et la parentalité et la possibilité pour les parents solo de "dédier un crédit temps solo à un proche", c'est-à-dire la possibilité de suspendre son activité professionnelle.

Mobilités et infrastructures publiques : Comme les autres partis, les Engagés souhaitent rendre différents services - et notamment les soins de santé et les services publics - plus accessibles en zones rurales, ainsi qu'y développer plus de transports en commun, des taxis collectifs, des minibus et des arrêts à la demande. Les Engagés insistent particulièrement sur leur volonté de créer des infrastructures

et services de proximité afin de limiter nos déplacements. Les Engagés soutiennent également des tarifs moins chers pour les aîné-es, les jeunes et les familles monoparentales.

Comme les autres partis, les Engagés ne mentionnent pas les mobilités quotidiennes spécifiques aux femmes. Par contre, le parti développe un regard genré concernant les infrastructures et espaces publics qui ne sont pas adaptés aux besoins des femmes. Ainsi, les Engagés proposent de systématiquement appliquer un regard genre dans la construction de nouvelles infrastructures, ainsi que des plans tels que le développement progressif de "l'accès, pour les zones habitées, à un espace vert et/ou calme, à une crèche, à une école, à des commerces de proximité, à une pharmacie, et à des équipements collectifs, à une distance raisonnable et accessible en transport en commun ou en mobilité douce". Les Engagés souhaitent également la mise en place d'espaces verts, de fontaines d'eau, de toilettes publiques, d'espaces de jeux, de bancs publics, de trottoirs plus larges, de transports scolaires, etc.

Les Engagés mentionnent également que la voiture est primordiale pour certaines personnes qui ne peuvent que difficilement s'en passer et souhaitent faciliter l'accès au permis de conduire pour les personnes les plus précaires.

Par contre, les Engagés proposent également des logiques punitives qui sanctionneraient les plus précaires, "Pour financer ou rendre effective notre ambition d'une mobilité alternative, nous souhaitons nous appuyer sur plusieurs leviers : la hausse de la fiscalité automobile sur les véhicules les plus polluants ; l'instauration d'une vignette automobile, ainsi que des récompenses pour les personnes qui ne prennent pas la voiture en heure de pointe, ou qui déménageraient pour se rapprocher de leur travail".

III. Santé des femmes

La santé est sûrement le point le plus important du programme des Engagés. Ainsi, le parti démontre la volonté que chacun ait un-e médecin, d'augmenter le nombre

d'infirmières/ers (notamment en les payant mieux) et d'améliorer leurs conditions de travail. Le parti souhaite également généraliser le tiers payant et élargir les remboursements de soins de santé à des soins tels que les lunettes.

Les Engagés font le constat qu'il existe des déterminants sociaux à la santé et ils proposent d'appliquer un "universalisme proportionné" pour adapter les soins de santé aux différents groupes sociaux. Le parti développe un regard genré sur la santé et souhaite intégrer et sensibiliser les professionnel-les de la santé à ces questions et aux violences faites aux femmes. Ainsi, ils mentionnent les symptômes moins connus des femmes, les violences obstétricales, les potentielles difficultés liées à l'accouchement et à la contraception. Face à ce constat, le parti propose de sensibiliser, de créer un observatoire de la naissance, d'informer les femmes sur leurs droits (avec un focus particulier pour celles ne parlant pas la langue régionale ou en grande situation de précarité).

Contraception : Le parti souhaite rendre plus accessible la contraception en misant sur la sensibilisation et l'information, ainsi que via la gratuité de la pilule du lendemain, l'élargissement du remboursement à tous les contraceptifs pour toutes les femmes de tous les âges, ainsi que la sensibilisation à la vasectomie. Le parti souhaite également augmenter les dépistages.

IVG : Les Engagés proposent de dépénaliser l'IVG et de l'inscrire dans la constitution. Le parti souhaite réduire le délai de réflexion (et non pas le supprimer) et nous sentons quelques réticences dans des propositions telles que "Allonger raisonnablement, notamment à la lumière de considérations médicales susceptibles d'impacter la femme et ses futures grossesses éventuelles, le délai endéans lequel un avortement peut se pratiquer hors de tout motif de santé.", "Offrir, sur cette question et les autres de nature bioéthique, la liberté de vote à nos parlementaires dès lors que ces enjeux touchent aussi à l'intime du parcours de vie de chacun."

IV. Soutien au secteur associatif

Le parti fait dans son programme plusieurs mentions au monde associatif, décrit comme "l'épine dorsale de notre société". Les Engagés notent une volonté de travailler avec le milieu associatif en raison de leur expertise de terrain. Ainsi, les Engagés souhaitent mettre en place un soutien pérenne, et non ponctuel, au secteur.

Néanmoins, certaines propositions nous questionnent telle que la volonté "d'encourager les fédérations d'ASBL et les différentes plateformes existantes de soutien d'ASBL à développer une activité de guichet d'entreprise, afin de gagner en visibilité, d'établir une « relation client », de compléter leur offre actuelle de services et de leur ouvrir de nouveaux moyens".

Plus inquiétant encore, le parti propose que "l'État devrait céder aux associations en ce qu'elles sont les mieux placées pour accomplir", ce qui nous semble être une proposition qui vise à affaiblir les services publics - tout en surchargeant le secteur associatif. Cette proposition de "déléguer" à l'associatif des missions telles que "la pédagogie, la facilitation de l'accès au logement, l'aide aux personnes précarisées, la santé, l'accueil des personnes âgées ou en situation de handicap, la culture, la formation ou encore l'accueil de personnes vulnérables" qui sont du ressort de l'Etat ne nous semble souhaitable ni pour les services publics, ni pour le secteur, ni pour les bénéficiaires de ces secteurs.

Ajoutons que les Engagés défendent également le volontariat comme "un axe central qu'il faut renforcer", ce qui, en plus de ne pas créer des emplois pérennes et d'éviter les cotisations sociales, fragilise le secteur associatif qui est impacté dès qu'il repose sur des bénévoles.

Notons également que le parti fait mention d'une possibilité de "sévir contre les abus d'une minorité d'ASBL politisée à outrance", sans expliciter ce qu'il entend par cela.

Lutte contre les violences faites aux femmes

Afin de lutter contre les violences sexistes dans l'espace public, le parti suggère, comme nous l'avons mentionné dans la partie "Mobilités et infrastructures publiques" d'adapter les infrastructures aux besoins des femmes et de créer un plus grand sentiment de sécurité, via, par exemple, plus d'éclairage. Le parti souhaite également mettre en application la "Loi sexisme", former les actrices/eurs de terrain et la mise en place d'arrêts de bus à la demande.

En ce qui concerne les autres violences, en dehors de ce qui est proposé au sein du système judiciaire, le parti souhaite créer plus de CPVS, plus de logements d'urgence pour les victimes, ainsi qu'organiser "en collaboration avec les centres de planning familial des espaces d'accueil et de paroles au sein des Hautes écoles et Universités". Le parti désire également renforcer nos connaissances sur les violences faites aux femmes via des statistiques et des études.

Police et justice :

Les Engagés, qui consacrent un point assez massif à propos de la justice, dénoncent celle-ci comme étant lente, inaccessible, manquant de moyens et où les victimes ne sont ni écoutées, ni prises en compte. Le parti souhaite refinancer la justice, ainsi que former les jeunes aux rudiments juridiques, créer des cabinets multidisciplinaires, développer des aides juridiques dont la classe moyenne pourrait mieux bénéficier, améliorer l'accueil et la place des victimes afin d'éviter la victimisation secondaire, ainsi que promouvoir la justice restauratrice à travers la médiation pénale. Le parti souhaite également trouver plus d'alternatives à la prison (notamment via des peines de travail et de probation) et note une attention sur les conditions de détention des femmes.

Les engagés consacrent un point à la prise en charge et à la protection des victimes de violences conjugales, intrafamiliales et de tous types de violences faites aux femmes. La lutte contre les violences faites aux femmes est définie comme un des

défis principaux en termes de justice et d'insécurité. Les Engagés proposent d'accompagner les victimes durant l'ensemble du processus, de faciliter les plaintes, de former les professionnel-les de la justice, ceux de l'enfance, ainsi que la police au regard genre et au Processus de Domination Conjugale. Le parti dénonce l'aliénation parentale comme étant trop souvent mise en avant. Le parti souhaite également la création de chambres spécialisées au sujet des violences intrafamiliales et renforcer l'accès aux logements sécurisés pour les femmes qui en ont besoin.

Le parti souhaite également la création d'institutions qui prendraient en charge les auteurs de violence, renforçant le travail de Praxis qu'il souhaite soutenir, et permettre d'éloigner les auteurs des victimes (le parti propose dans ce cadre la mise en place de bracelets anti rapprochement). Les Engagés souhaitent également la création de différents sites internet et outils afin de guider les auteurs qui voudraient se faire aider.

PARTI SOCIALISTE (PS)

Vue d'ensemble

Le programme très (très) chargé du PS traite les sujets liés aux femmes de manière transversale. En effet, ces thématiques reviennent, de manière approfondie, dans différents points du programme et un chapitre récapitulatif assez fourni leur est consacré. Le PS se revendique du féminisme et dénonce un contexte patriarcal.

Le PS a plusieurs propositions qui visent à réduire les stéréotypes de genre et à la mise en place d'une meilleure représentation des femmes. Le parti souhaite également le renforcement de l'EVRAS et son élargissement en dehors du milieu scolaire.

En ce qui concerne leurs suggestions pour lutter contre les inégalités de genre, le PS a de nombreuses propositions pour développer, financer et renforcer la sécurité sociale et les services publics. Le parti souhaite également maintenir le contrat CDI comme étant la norme et met en avant différentes propositions pour limiter l'extension des emplois "atypiques". Comme les autres partis, à l'exception du MR, le PS est pour la fin du statut cohabitant. Le parti se positionne également contre les attaques faites aux chômeuses et chômeurs et développe plusieurs propositions pour lutter contre les inégalités genrées de salaires et de pensions.

Le parti a différentes propositions pour permettre une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Comme tous les partis sauf DéFI, le PS souhaite créer plus de places en crèche et, comme tous les partis sauf le MR, le parti souhaite allonger le congé de paternité et l'aligner sur celui de maternité afin d'impliquer les deux parents. Le parti, de même que les deux autres partis de gauche, vise également une réduction collective du temps de travail. En ce qui

concerne les mobilités, le PS, comme les autres partis, ne développe aucune approche genrée de celles-ci et prône une hiérarchisation des modes de déplacements. Le parti intègre néanmoins les besoins de populations plus dépendantes de la voiture et propose de faciliter l'accès au permis de conduire. De plus, le PS propose d'intégrer systématiquement le gender mainstreaming et le gender budgeting dans les politiques d'aménagement et propose de créer des infrastructures de proximité, des toilettes publiques et des fontaines d'eau.

Le PS souhaite porter une attention particulière à la santé des femmes. Le parti souhaite par ailleurs, à l'instar des deux autres partis de gauche et des Engagés, élargir la gratuité de la contraception. Il souhaite également allonger la durée possible de l'IVG, supprimer le délai de réflexion, ainsi qu'assurer son accessibilité financière, géographique et informationnelle.

Ajoutons que le parti reconnaît l'importance du travail effectué par le secteur associatif et souhaite lui offrir un financement stable. Il souhaite également protéger les syndicats et les délégations syndicales.

En ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, le parti souhaite s'inspirer de ce que préconise la Convention d'Istanbul. Le PS souhaite, de même que tous les partis à l'exception de DÉFI, plus de CPVS et plus de places en hébergement pour les victimes de violences. Comme les Engagés, le parti souhaite également l'hébergement des auteurs et le soutien à Praxis (ce dernier étant également soutenu par Ecolo). En ce qui concerne la justice, le PS souhaite lui donner plus de moyens et la rendre plus accessible. Le parti veut également tendre vers plus de sanctions alternatives. Le PS souhaite une meilleure prise en charge des victimes et la formation des professionnel-les aux violences faites aux femmes.

Déconstruction des stéréotypes de genre

Le PS souhaite promouvoir les femmes au sein des sphères où elles sont moins représentées et développe un point concernant “les femmes dans la société et dans les institutions” afin d’encourager la mixité dans la fonction publique, en politique et dans tous les secteurs d’activités. Le PS, à l’instar des autres partis, a plusieurs propositions concernant les femmes dans les STEM, dans les médias, dans la culture, le sport et le folklore. De plus, le PS souhaite que chaque gouvernement comprenne un-e ministre chargé-e des droits des femmes ainsi que l’application systématique du gender mainstreaming dans toutes les politiques. Notons également que le parti soutient une approche intersectionnelle comme une “grille de lecture au service de l’universalisme vers l’égalité entre toutes et tous”.

Si le PS, comme les autres partis, ne lance pas de réflexion frontale sur la notion de travail à partir du travail gratuit des femmes, il souhaite tout de même lancer une réflexion sur l’utilisation du terme de “congé” pour désigner les congés de maternité et de naissance, tant cette période peut être éprouvante.

Evrás : Le PS souhaite “poursuivre le développement de l’éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS). Il entend renforcer les modalités de l’accord de coopération entre la FWB, la COCOF et la Région wallonne sur la généralisation de l’EVRAS et propose d’étendre les animations obligatoires à deux années supplémentaires. Le développement de l’EVRAS en dehors du milieu scolaire, notamment là où il y a une vie en communauté, comme dans le secteur d’aide à la jeunesse ou l’accueil des personnes en situation de handicap doit également se renforcer”.

Lutte contre les inégalités de genre

I. Autonomie financière

Le PS prône une protection sociale universelle, avec un revenu de base pour les jeunes, ainsi que la garantie d'un revenu minimum. Le PS est catégorique sur le fait qu'il faut refuser la remise en question de l'indexation, au contraire, le parti souhaite élargir ce mécanisme aux secteurs qui n'en bénéficient pas.

Le PS souhaite maintenir et renforcer les emplois cotisants qui ouvrent aux droits sociaux, à l'opposé d'emplois de type étudiant, flexi-job, auto-entrepreneur. Le PS défend le principe "à travail égal, salaire et protections sociales égales". Pour ce faire, le PS développe différentes propositions comme, par exemple, l'organisation d'un moratoire sur l'extension du régime de flexi-job, ou encore la limitation des contrats "atypiques" au sein d'une même entreprise.

Le PS présente également différentes propositions pour développer une meilleure couverture sociale pour les indépendant-es, défend un "droit à la démission" et souhaite créer plus de logements publics, d'AIS, ainsi qu'un encadrement plus contraignant des loyers. De plus, le parti propose d'élargir le tarif social à l'eau et de faciliter l'accès à cette ressource. Le PS prône l'automatisation des droits sociaux partout où cela est possible et la lutte contre le non recours, ainsi que la défense et le renforcement financier par l'Etat de l'institution CPAS en tendant vers un paiement de 100% du RIS par le fédéral.

Statut cohabitant : Comme tous les autres partis à l'exception du MR, le PS déclare vouloir l'individualisation des droits sociaux et la fin du statut cohabitant. Le PS précise souhaiter le maintien du statut isolé-e avec charge de famille.

Pension : Le PS souhaite tendre vers le même système de pension que les fonctionnaires pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs. En ce qui concerne spécifiquement les pensions des femmes, le PS souhaite revaloriser les périodes de temps partiel dans les calculs de la pension en comptabilisant des $\frac{3}{4}$ temps pour les

périodes de mi-temps, et ce, tant qu'on observe un tel déséquilibre hommes/femmes dans les temps partiels,.

Egalité salariale : Afin "d'éradiquer la tension salariale entre les femmes et les hommes", le PS propose une plus grande transparence des salaires (surtout dans le privé), de renforcer la charge de la preuve de l'employeuse/eur qui doit démontrer qu'il ne discrimine pas, ainsi que de veiller à la classification des emplois afin de s'assurer que les métiers féminins ne soient pas les moins bien rémunérés. Le PS souhaite développer plus de contrôles et de sanctions suffisamment dissuasives pour lutter contre les discriminations à l'emploi via, par exemple, des tests de situation, en renforçant l'inspection du travail ou encore en promouvant la diversité.

Le PS souhaite lutter contre les temps partiels "forcés" et propose, par exemple, d'augmenter les cotisations patronales pour ces régimes horaires, ou encore de mettre en place des horaires à temps partiel qui permettent de combiner avec un autre emploi. Le parti veut également "réformer l'allocation de garantie de revenus (AGR)" afin de l'augmenter, ce qui bénéficierait aux personnes, majoritairement des femmes, en temps partiel.

Services publics et sécurité sociale :

L'attachement à la sécurité sociale et aux services publics est sûrement la colonne vertébrale du programme du PS. Le parti prône des services publics universels, veut les renforcer et les protéger de tout démantèlement. Le PS affirme vouloir maintenir notre modèle de sécurité sociale fédéral et y faire contribuer davantage les revenus du capital. Le PS souhaite également ouvrir la réflexion à l'élargissement de la sécurité sociale à d'autres "risques sociaux" comme l'accès à une alimentation de qualité, à un logement, à un environnement sain et à la justice. De plus, le programme mentionne la volonté de renforcer l'accessibilité et la proximité de ces services publics.

Le parti souhaite poursuivre la gratuité scolaire en l'étendant aux fournitures scolaires, aux heures d'étude et à l'accueil extrascolaire, ainsi que rendre les

voyages et sorties scolaires plus accessibles financièrement.

Le PS, de manière logique, refuse les attaques contre le chômage qui est l'un des piliers de notre sécurité sociale : le parti refuse la limitation dans le temps, la dégressivité des allocations, ainsi que la mise au travail forcé des personnes sans emploi. Le PS développe de nombreuses propositions afin de mieux accompagner les personnes sans emploi et de les aider dans leur recherche d'emploi.

II. Double journée des femmes

Le PS a pour objectif à long terme de tendre vers la réduction collective du temps de travail à 32 heures, 4 jours par semaine. Pour ce faire, le parti propose des premières réductions du temps de travail en se concentrant sur les travailleuses/eurs les plus âgé-e-s ainsi que les secteurs pénibles.

Afin de faciliter la conciliation entre vie privée et vie professionnelle, le PS propose, notamment, d'augmenter le nombre de jours de congé à 25 tout en renforçant les congés de maternité et de paternité. L'idée soutenue est de rendre ce dernier progressivement obligatoire et de l'aligner sur celui de maternité. Le parti propose aussi un renforcement et une revalorisation financière des congés parentaux. Le PS souhaite également la possibilité d'aménagement de fin de carrière pour les grands-parents.

Crèches : Comme tous les partis à l'exception de DÉFI, le PS a pour volonté de créer plus de places en crèche (le parti précise tant dans le privé que dans le public). Le PS souhaite également rendre celles-ci plus accessibles financièrement.

Mamans solos : Le PS souhaite soutenir les mamans solos et propose, par exemple, de doubler les congés parentaux pour les familles monoparentales, ou encore la mise en place de points relais "familles monoparentales" qui centraliseraient les informations sur les aides existantes. Le PS souhaite également offrir aux familles monoparentales le même statut que les "familles nombreuses",

développer et rendre plus accessible le SECAL et réformer la procédure de règlement collectif de dettes (dans laquelle les mamans solos sont surreprésentées au sein des bénéficiaires).

Mobilités et infrastructures publiques :

Le parti développe une approche des mobilités où le regard écologique et le regard social sont compatibles, dans une volonté d'inclusion et d'accessibilité. Le PS souhaite un financement massif dans le transport public et s'oppose clairement à la privatisation de celui-ci. Le parti veut progressivement instaurer la gratuité totale, renforcer l'offre dans les zones rurales et le rendre plus accessible pour les PMR.

Néanmoins, le PS, comme les autres partis, ne mentionne pas les mobilités spécifiques des femmes et hiérarchise les modes de transport, plaçant la marche, le vélo et les micromobilités avant les transports publics. Par contre, le parti souhaite faciliter l'accès au permis de conduire et lever les freins à celui-ci.

En ce qui concerne les espaces publics, le PS propose d'imposer le gender mainstreaming et le gender budgeting dans toutes les politiques d'aménagement du territoire, de former les professionnel·les à l'approche genrée de la ville, de systématiser les marches exploratoires, de féminiser les noms de rue, ainsi que de soutenir les journées du matrimoine. Le parti propose également de placer des toilettes entretenues et sécurisées dans les centres-villes et des fontaines d'eau dans l'espace public.

III. Santé des femmes

La santé est un sujet important pour le PS qui veut refinancer le secteur de manière stable et suffisante et lutter contre les tentatives de le détricoter. De nombreuses propositions visent à rendre la santé plus accessible financièrement et géographiquement via, par exemple, la suppression des tickets modérateurs chez les généralistes, les psychologues de première ligne et les dentistes, la

généralisation du tiers payant ou encore, par la mise en place d'un bouclier tarifaire et l'élargissement du remboursement à certains soins comme les lunettes et les implants dentaires.

Le PS souligne l'importance des déterminants socio-économiques à la santé et souhaite lutter contre les inégalités sociales face à la santé, par exemple en sensibilisant et en formant les professionnel-les du secteur à ces thématiques, en appliquant l'universalisme proportionné, ou encore en améliorant l'éducation à la santé à l'école.

Le PS développe une approche genrée de la santé, et même intersectionnelle en mentionnant les discriminations que subissent particulièrement les femmes racisées. Il consacre un sous-chapitre entier au sujet, affirmant une volonté de prise en compte de cet aspect dans toutes les politiques de santé. Le PS souhaite, entre autres nombreuses propositions, lutter contre l'invisibilisation des maladies - professionnelles ou non - qui touchent particulièrement les femmes ainsi que les discriminations - plus larges que juste financières - auxquelles elles sont confrontées dans ce domaine. Le PS souhaite donc, entre autres, informer à ces sujets, mener des campagnes de sensibilisation - par exemple à propos du vaccin contre le papillomavirus, améliorer la représentation des femmes dans les essais cliniques, notifier les effets secondaires selon le sexe sur les notices, mieux prendre en charge leur santé mentale, lutter contre les violences gynécologiques et obstétricales, ou encore lutter contre les tabous liés à la ménopause.

Le PS souhaite également mettre à disposition des protections menstruelles gratuites pour celles qui en auraient besoin ainsi que prendre en compte les règles douloureuses dans le droit du travail, avec la volonté d'étudier la possibilité d'un congé menstruel.

Contraceptifs : Le PS propose de rendre gratuits les différents moyens contraceptifs, ainsi que de développer la contraception masculine.

IVG : Le PS a de nombreuses propositions pour renforcer le droit à l'IVG. Le parti souhaite étendre celui-ci à 18 semaines, supprimer le délai d'attente obligatoire, le décriminaliser totalement, faciliter l'avortement des mineures, renforcer le nombre de prestataires de soins qui pratiquent l'IVG, évaluer la possibilité d'étendre l'incrimination de l'entrave à l'IVG, interdire explicitement que les clauses de conscience institutionnelles et individuelles puissent mettre à mal le recours à l'IVG, ainsi qu'assurer son accessibilité financière, géographique et informationnelle.

IV. Soutien au secteur associatif

Le PS montre un soutien marqué à l'associatif et notamment à l'associatif féministe "qui lutte au quotidien pour rendre la société plus égalitaire [et qui doit être considéré] comme un partenaire indispensable des pouvoirs publics dans la poursuite des politiques d'égalité de genre". Un chapitre entier est consacré à l'associatif et au secteur non-marchand où est proposé, entre autres, un réel financement structurel (plutôt qu'un fonctionnement via des appels à projet).

Le PS souhaite revaloriser le métier de travailleuse/eur social via une revalorisation salariale et plus de moyens alloués à ces structures. Le parti souhaite aussi renforcer et revaloriser l'éducation permanente.

Le PS souhaite également consolider la concertation sociale, ainsi que protéger les syndicats et les délégations syndicales contre les diverses attaques qu'ils subissent.

Lutte contre les violences faites aux femmes

Le PS développe de nombreuses propositions visant à sensibiliser et prévenir les violences faites aux femmes. Dans ce cadre, le PS souhaite, par exemple, soutenir et développer l'autodéfense féministe et prévenir les violences économiques faites aux femmes, lesquelles s'inscrivent souvent dans le cadre des violences conjugales. Le parti fait également référence à la Convention d'Istanbul.

Le parti développe de nombreuses propositions pour une meilleure prise en charge des femmes victimes de violences, notamment sexuelles, par les services publics, comme le déploiement des CPVS, le déploiement de mécanismes d'alerte, la mise en place d'un observatoire indépendant des violences faites aux femmes et la création d'une conférence interministérielle à propos de la prise en charge des victimes.

En ce qui concerne les violences conjugales et intrafamiliales, le PS propose de créer des places en hébergement pour les auteurs de violences afin de permettre l'éloignement du domicile de ceux-ci, ainsi que plus de places pour les femmes victimes de violences.

Le PS inclut dans ses plans la volonté de prendre en compte la plus grande vulnérabilité des femmes sans papiers, en les incitant à porter plainte et en ouvrant la possibilité d'être accueillies en refuge. Un focus est également fait à propos des femmes en situation de handicap, particulièrement vulnérables.

Police et justice :

Le PS est attaché à la justice, qui est un service public et reçoit ainsi un "soutien indéfectible" de la part du parti. Il souhaite renforcer les moyens qui lui sont alloués, via un financement stable et suffisant qui refuse toute forme de privatisation afin de garantir sa force et son indépendance. Le PS propose également de mettre en place une couverture juridique obligatoire (sur le modèle de la sécurité sociale ou en l'incluant dans celle-ci) et de faire de la justice un des piliers de la sécurité sociale. Le parti veut lutter contre le non recours en droit à l'aide juridique via des campagnes d'informations, renforcer l'aide juridique de première ligne, favoriser les cabinets d'avocats multidisciplinaires, garantir une justice de proximité et utiliser un langage accessible.

Le PS affiche une volonté de promouvoir les sanctions pénales alternatives de manière à éviter le "tout à la prison" et la récidive (le parti propose d'ailleurs

d'organiser une grande conférence de consensus à ce sujet). Dans cette optique, le PS prône le recours à Praxis et souhaite soutenir l'association.

Le PS développe un point spécifique à la politique pénale en matière de violences faites aux femmes, ainsi qu'un point sur sa volonté d'une meilleure prise en charge des victimes afin d'éviter la double victimisation. Le parti propose pour cela que "Les policiers doivent véritablement placer les victimes au centre et améliorer l'aide de première ligne pour les assister rapidement dans leurs démarches. Une attention particulière devra être accordée à la dimension d'accueil, d'écoute active et d'accompagnement des victimes, dans la formation initiale et continue des policiers. Cette formation doit notamment s'axer sur l'accueil et les publics à haut risque de double victimisation, comme les femmes ou les personnes LGBTQIA+". Le parti souhaite développer une police de proximité avec plus de femmes en son sein, la formation des policiers et des policières à la prise en charge des victimes, la formation des professionnel-les de la santé au victim blaming, la généralisation des cellules EVA, ainsi qu'une meilleure évaluation des risques de récidive.

Le PS propose également de faciliter les poursuites à l'égard des propos sexistes, d'incriminer le harcèlement groupé, ainsi que le doxxing. Le parti souhaite aussi la généralisation des chambres correctionnelles réparatrices.

Le PS note la nécessaire prise en compte spécifique des femmes prisonnières.

DéFI

Vue d'ensemble

Les femmes ne sont que peu présentes au sein du programme de DéFI. Le sujet n'est pas transversal et les points qui abordent les thématiques de genre sont généralement couplés à d'autres discriminations (comme les racismes ou l'homophobie), ces vécus étant regroupés et abordés de la même manière. Notons que nous trouvons principalement les thématiques liées aux femmes au sein d'une partie sur la laïcité - qui est selon eux la clé du vivre-ensemble, de l'égalité et de l'universalisme.

DéFI fait mention d'une nécessité à sensibiliser contre les stéréotypes et les discriminations, mais regroupe pratiquement toujours ceux-ci ensemble, sans développer les spécificités de chacun. Le parti développe ainsi très peu de propositions à propos des stéréotypes de genre et de la représentation des femmes. DéFi ne mentionne pas l'EVRAS.

En ce qui concerne la lutte contre les inégalités de genre, si DéFI a quelques propositions qui visent à renforcer la sécurité sociale et les services publics (notamment dans une volonté de (re)fédéraliser), d'autres affaibliraient ces biens communs. Par exemple, le parti souhaite baisser les cotisations patronales ou modifier notre système de pension afin d'en faire un "fond pension" géré par l'Etat. Notons que le parti ne se prononce pas sur le type d'emploi souhaité, mais propose un "service citoyen", ce qui ne nous semble pas aller vers la création d'emplois pérennes. Le parti, comme tous les partis à l'exception du MR, est pour la fin du statut cohabitant et mentionne quelques propositions pour lutter contre les inégalités genrées salariales. Par contre, le parti ne mentionne pas les plus basses pensions des femmes.

Le parti a très peu de propositions qui visent à concilier vie privée et vie professionnelle et leurs propositions à ce sujet concernent principalement les

indépendant-es. DÉFI est le seul parti qui ne mentionne pas les crèches. À l'instar des autres partis à l'exception du MR, le parti souhaite allonger le congé de paternité et l'aligner sur celui de maternité. En ce qui concerne les mobilités, DÉFI, comme les autres partis, n'en développe pas une approche genrée. Le parti souhaite développer des alternatives "suffisantes et crédibles" et mentionne partir des besoins des gens, néanmoins certaines propositions sanctionneraient les plus précaires. Dans sa partie sur la sécurité, le parti propose de développer une approche genrée des espaces publics et propose, notamment, d'installer des toilettes publiques.

DÉFI ne développe pas une approche genrée de la santé et ne mentionne pas la contraception. Le parti souhaite allonger la durée possible de l'IVG. Il mentionne les demandes des féministes pour supprimer le délai de réflexion et la dépénalisation.

Ajoutons que le parti ne mentionne que très peu le travail du secteur associatif et la seule proposition ciblant ce secteur va dans le sens du contrôle de celui-ci. En ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, DÉFI ne développe que peu de propositions. Le parti est le seul à ne mentionner ni les CPVS, ni une volonté de créer plus de places d'hébergement pour les victimes. Pour le domaine de la justice, DÉFI souhaite lui donner plus de moyens et la rendre plus rapide et plus efficace. Si le parti note une volonté d'une meilleure prise en charge des victimes au sein du système judiciaire, il ne développe pratiquement pas d'analyse spécifique aux victimes de violences sexistes.

Déconstruction des stéréotypes de genre

Lorsque DÉFI fait mention des stéréotypes et préjugés sexistes, c'est pratiquement constamment couplé à d'autres stéréotypes. Ainsi, le parti suggère une lutte non différenciée et ne spécifie pas (ou très peu) les particularités de chacune de ces discriminations. La lecture du programme donne la sensation que le sexisme fait partie d'un fourre-tout contre lequel il faut lutter avec quelques solutions générales.

Dans ce cadre, le parti souhaite sensibiliser la population aux différentes lois anti-discrimination, lutter contre toutes les discriminations dans les structures sportives, sensibiliser et former les enseignant-es aux différentes discriminations. En ce qui concerne particulièrement les femmes, DÉFI souhaite la parité hommes/femmes au sein de la Cour Constitutionnelle, l'application de la tirette sur toutes les listes électorales à tous les niveaux de pouvoir, ainsi que développer l'entrepreneuriat féminin.

Au sein de l'école, perçue comme le lieu idéal pour lutter contre les discriminations, DÉFI propose d'instaurer 2 heures de philosophie et citoyenneté dans tous les réseaux et souhaite que ces cours abordent, entre autres sujets, "la lutte contre les discriminations, l'égalité et le consentement". Le parti souhaite également "développer un plan d'actions dans les écoles afin de soutenir et accompagner les victimes de racisme, d'antisémitisme et de discrimination, et outiller les directions, professeurs et éducateurs afin de réagir à ces problèmes de manière appropriée".

Notons que DÉFI ne souhaite autoriser les signes confessionnels ni dans la fonction publique, ni à l'école.

Evrás : DÉFI ne mentionne pas l'EVRAS (ni un programme similaire).

Lutte contre les inégalités de genre

I. Autonomie financière

Certaines propositions du parti nous questionnent en termes de sécurité financière. Par exemple, DÉFI souhaite instaurer un service citoyen pour les 18-25 ans rémunéré à hauteur de 500 euros par mois. Si le parti propose de comptabiliser ce travail dans le calcul de la pension, cela nous questionne sur le type d'emplois prôné étant donné la faible rémunération et la non pérennité de ces emplois. Le parti ne se prononce d'ailleurs pas à propos des emplois "atypiques".

Ajoutons que le parti souhaite augmenter le loyer et limiter le bail des logements sociaux à 9 ans, plutôt qu'en construire de nouveaux.

Statut cohabitant : DéFI, comme tous les autres partis à l'exception du MR, est pour tendre vers une individualisation progressive des droits sociaux et la fin du statut cohabitant.

Pension : Le parti n'est pas opposé au fait de travailler plus longtemps, mais spécifie vouloir le faire dans de meilleures conditions. Il n'y a pas de mention par rapport aux pensions, plus basses, des femmes.

Egalité salariale : DéFI souhaite lutter contre toutes les discriminations à l'emploi via la sensibilisation et la formation des employeuses/eurs, la mise en place d'une RH spécialisée sur les discriminations dans les entreprises de plus de 250 employées, l'amélioration du processus de reconnaissance des compétences, la mise en place d'enquêtes scientifiques et de tests pour mesurer la discrimination, ainsi que la mise en place de plans "diversité" dans les services publics.

Services publics et sécurité sociale :

Certaines propositions de DéFi nous semblent bienvenues pour le renforcement de la sécurité sociale. Par exemple, le parti, qui tient particulièrement au fédéralisme, souhaite refédéraliser la santé, la sécurité sociale - et le consacrer dans la constitution - ainsi que les matières liées aux luttes contre la pauvreté, par exemple en finançant 100% du RIS par le fédéral. DéFi souhaite réinvestir de l'argent public dans la santé publique et la protection sociale. Le parti note également vouloir laisser tomber la suppression dans le temps de l'allocation d'insertion et se prononce également pour l'automaticité des droits sociaux, ainsi que pour la création d'une nouvelle branche à la sécurité sociale permettant une "couverture d'autonomie" pour les personnes âgées et en situation de handicap.

Néanmoins, malgré ces quelques propositions, d'autres nous alarment sur les répercussions que cela pourrait avoir sur les services publics ou la sécurité sociale. Par exemple, dans une volonté de "libérer l'esprit d'entreprendre", DÉFI souhaite développer des interactions entre les entreprises et l'école ainsi qu'"adapter l'offre de formation professionnelle en fonction des besoins des entreprises". Le parti souhaite également sortir d'une gestion publique des logements sociaux et tendre vers une gestion en partenariat public-privé. Nous sommes également inquiètes de la proposition de créer un fond pension géré par l'Etat qui viserait à compléter la pension et qui serait "financé par une capitalisation collective obligatoire". Ce fonds serait investi par l'Etat "en recourant à des placements financiers et sur le marché immobilier". Notons que DÉFI ne s'oppose pas à la régression des allocations de chômage dans le temps, bien que le parti précise que celles-ci ne doivent jamais passer en dessous d'un certain seuil. Ajoutons que le parti est généralement plutôt pour baisser les différents taux d'imposition, notamment les cotisations patronales.

Dans ce contexte, nous nous questionnons sur les volontés du parti qui mentionne vouloir créer un "bouclier social" à 1300 euros par mois qui remplacerait toutes les autres allocations, bien qu'ils précisent que ce bouclier serait à l'opposé de l'allocation universelle considérée comme le "serpent de mer du néolibéralisme". Il en est de même pour leur proposition de "dépolitiser" les services publics. Notons que le parti affirme néanmoins son attachement au statut statutaire plutôt que contractuel.

II. Double journée des femmes

DÉFI souhaite s'inspirer du modèle suédois via la mise en place d'un "temps de parentalité" obligatoire et d'une durée égale pour les deux parents. Ce temps équivaldrait à 15 semaines "à prendre durant les six premiers mois pour ce qui concerne le père. Pour la mère, les règles relatives au congé prénatal et postnatal ne changent pas". Le parti souhaite que ce temps parental ait un revenu de remplacement suffisant.

DéFI mentionne la difficulté à concilier vies privée et professionnelle comme étant un frein à l'entrepreneuriat féminin et développe des solutions qui visent les indépendantes comme l'amélioration du "statut social des indépendantes, notamment en se penchant sur l'alignement du congé de maternité et la pension des indépendantes sur ceux des employées". Le parti ne propose pas de solutions pour les femmes qui ne sont pas indépendantes.

Crèches : Le parti ne mentionne pas les crèches.

Mamans solos : Le parti ne parle pas des familles monoparentales.

Mobilités et infrastructures publiques :

Comme les autres partis, DéFI ne mentionne pas les mobilités quotidiennes spécifiques des femmes, mais assure vouloir penser les mobilités en partant des besoins des personnes. Le parti souhaite développer différents modes de transport, la mise en place d'alternatives "suffisantes et crédibles", généraliser le covoiturage entre parents, développer plus de transports en commun et prône la coexistence entre les différents modes de transport. Le parti mentionne vouloir y intégrer activement les PMR, notamment en renforçant les taxibus pour celles-ci.

Notons que certaines propositions du parti sanctionneraient les plus précaires, comme la volonté d'un modèle de tarification kilométrique qui pénaliserait les mauvaises utilisations de la voiture : "Les tarifs devraient tenir compte des divers critères comme le nombre de kilomètres parcourus, l'heure, la zone géographique, les performances environnementales et la cylindrée des véhicules".

En ce qui concerne les espaces publics, DéFI propose, dans son chapitre sur la sécurité, de développer une approche genrée de l'aménagement des espaces publics et propose, par exemple, "l'installation et/ou l'entretien de l'éclairage public dans les

rues secondaires ou les parcs, l'installation de toilettes publiques, le développement d'espaces de loisirs ou plaines de jeux pensés pour tous et toutes”.

III. Santé des femmes

DÉFI note vouloir faire de la santé publique une priorité fédérale et vouloir investir dedans. Le parti souhaite “garantir l'accès aux soins de santé pour tous” avec le non paiement du ticket modérateur à partir d'un certain montant, ainsi que via la mise en place de postes médicaux de garde sur l'ensemble du territoire.

Avec le MR, Défi est le seul parti qui ne développe pas un point spécifique à propos de la santé des femmes.

Contraception : Le parti ne mentionne pas la contraception.

IVG : DÉFI note sa volonté de dépénaliser totalement l'IVG, d'allonger le délai légal à 18 semaines, et mentionne les demandes pour “la suppression du délai de réflexion de 6 jours ou celle des peines de prison dont restent menacés les femmes et les médecins”.

IV. Soutien au secteur associatif

DÉFI ne fait que très peu mention du monde associatif, si ce n'est à propos de sa réforme de la sécurité sociale où le parti suggère d'organiser celle-ci via la concertation du patronat, des syndicats ainsi que de l'associatif concerné. La seule proposition élaborée qui pourrait concerner le milieu touche à l'inscription souhaitée de la laïcité politique dans la constitution. Le parti mentionne que cela permettrait de “conditionner l'éligibilité d'un candidat aux élections ou la validation des statuts d'une ASBL par le respect des libertés fondamentales et de l'égalité entre hommes et femmes”. Ce qui pose question sur qui décide de ce que cela signifie, notamment de la part d'un parti anti-voile, par exemple.

Lutte contre les violences faites aux femmes

Défi développe quelques propositions pour lutter contre les violences et pour prendre en compte l'insécurité des femmes et des personnes LGBTQIA+ dans les espaces collectifs. Pour cela, le parti propose des mesures préventives, comme la sensibilisation du personnel de sécurité, ou encore la mise en place d'un-e référent-e de confiance au sein du personnel. DéFI souhaite récompenser ces pratiques par un label "Lieu Sûr". Sinon, encore une fois, le parti ne développe que peu les spécificités des violences faites aux femmes. Toujours dans une idée un peu "fourre-tout", il règle la question des violences en suggérant que "Les violences physiques et verbales et les incivilités commises envers les agents des services publics de transports (STIB, TEC, De Lijn, SNCB) ainsi que les passagers doivent faire l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics : soutien psychologique aux victimes, poursuites des auteurs, évaluation des actions de sensibilisation contre les formes de harcèlement, en étant particulièrement attentifs aux jeunes femmes souvent confrontées au sentiment d'insécurité".

Police et justice :

DéFI souhaite refinancer la police afin de développer une police de proximité. Il mentionne par ailleurs que "le dépôt de plainte au commissariat constitue parfois une violence supplémentaire pour les victimes déjà en état de vulnérabilité extrême" (le parti fait ici référence à toutes les victimes, pas spécifiquement les victimes de violences faites aux femmes). Il souligne que la démarche peut être perçue comme lourde et aléatoire et propose d'encourager les victimes à porter plainte (ce qui nous semble plutôt léger).

De même, DéFI souhaite refinancer la justice afin de la rendre plus rapide et efficace. Il vise à intégrer beaucoup plus les victimes dans le processus (à nouveau, le parti fait ici mention de l'ensemble des victimes, sans mention particulière pour les femmes), en précisant que cela ne doit pas remettre en question la présomption d'innocence.

Le seul point que DÉFI développe à propos des violences spécifiques faites aux femmes est la proposition de "la mise à disposition systématique et immédiate d'un avocat spécialisé en matière de mœurs aux victimes de violences sexuelles lors du dépôt de leur plainte pour les cas de flagrant délit, c'est-à-dire pour les cas de violences sexuelles dont les faits remontent à moins d'un mois. Pour les autres cas, la victime doit pouvoir être libre de recourir ou non à un avocat. De même, la charge de la preuve en matière de violences sexuelles est un parcours du combattant au bout duquel peu de victimes parviennent aujourd'hui. Dans un souci d'efficacité, DÉFI propose d'assurer que toutes les instructions en la matière soient menées par des magistrats ayant reçu des formations spécifiques en la matière, dont les connaissances scientifiques et sociales". DÉFI mentionne également vouloir agir contre les violences intrafamiliales et propose de se concentrer sur la protection des enfants. Le parti souhaite la mise en place "d'équipes mobiles spécialisées dans les violences intrafamiliales".

DÉFI souhaite inscrire le féminicide dans le code pénal, "appelant une peine d'emprisonnement, assortie d'un suivi psychologique, peine à tout le moins équivalente que celle infligée pour assassinat".

PARTI DU TRAVAIL DE BELGIQUE (PTB)

Vue d'ensemble

Les sujets concernant les femmes ne sont pas aussi transversaux que dans les autres programmes de gauche, mais ceux-ci ont néanmoins une place importante. De plus, un point spécifique assez développé leur est dédié. Le PTB fait souvent référence aux mouvements féministes.

Le PTB, qui semble se concentrer plutôt sur les conditions matérielles, n'a que peu de propositions concernant la déconstruction des stéréotypes de genre et la représentation des femmes. Le parti souhaite le renforcement de l'EVRAS.

Le PTB a de nombreuses propositions qui visent à renforcer la sécurité sociale et les services publics, ainsi qu'à lutter contre les inégalités. Comme les deux autres partis de gauche, le parti souhaite maintenir le contrat CDI comme étant la norme (et développe différentes propositions pour éviter l'extension des contrats atypiques), est contre les attaques faites aux personnes au chômage et développe plusieurs propositions pour lutter contre les inégalités liées de salaires et de pensions. De même que les autres partis à l'exception du MR, le PTB est pour la fin du statut cohabitant.

Le parti a différentes propositions pour permettre une meilleure conciliation entre vie privée et vie professionnelle. Comme tous les partis à l'exception de DÉFI, le PTB souhaite créer plus de places en crèche. Il souhaite aussi, comme tous les autres partis à l'exception du MR, allonger le congé de paternité et l'aligner sur celui de maternité. Le parti, tout comme les deux autres partis de gauche, vise également une réduction collective du temps de travail. En ce qui concerne les mobilités, le PTB, comme les autres partis, ne développe pas une approche liée de celles-ci. Néanmoins, il développe une vision non punitive des mobilités, incluant les besoins des personnes et propose, par exemple, de faciliter l'accès au permis de conduire pour les jeunes. Le parti propose plus d'infrastructures, notamment de

première nécessité, de proximité et souhaite ainsi la création de toilettes publiques.

Le PTB souhaite porter une attention particulière à la santé des femmes. Le parti propose par ailleurs, à l’instar des deux autres partis de gauche et des Engagés, d’élargir la gratuité de la contraception. Le parti veut également allonger la durée possible de l’IVG, réduire le délai de réflexion, ainsi que sensibiliser et former les étudiant-e-s en médecine au sujet et développer plus de centres qui le pratiquent.

Ajoutons que le parti reconnaît l’importance du travail effectué par le secteur associatif (ainsi que par les syndicats et la société civile), souhaite lui donner une place plus importante et lui offrir un financement stable.

En ce qui concerne la lutte contre les violences faites aux femmes, le parti souhaite s’inspirer de ce que préconise la Convention d’Istanbul et ce qui est mené en Espagne. Le PTB souhaite créer des Points Violets, plus de CPVS (comme tous les partis, à l’exception de DÉFI), ainsi que le renforcement des lignes d’écoute et des centres d’accueil pour les victimes (ce dernier point étant également une volonté de tous les partis, à l’exception de DÉFI). En ce qui concerne la justice, le PTB souhaite lui donner plus de moyens et la rendre plus accessible, ainsi que créer des chambres spécifiques aux violences liées au genre. Si le parti se prononce contre le “tout répressif”, il applique néanmoins cette logique répressive pour les violences sexuelles, ne développe pas de prise en charge des auteurs et manque d’une analyse plus globale de ces violences.

Déconstruction des stéréotypes de genre

Le parti, plus concentré sur les conditions matérielles, développe peu de points concernant la déconstruction des stéréotypes de genre. Notons néanmoins que le PTB souhaite “augmenter la diversité dans l’offre culturelle” en renforçant les quotas. Le parti suggère également que “le personnel des administrations publiques [devrait être] le reflet de la société et intégrer lui aussi des personnes peu qualifiées, des jeunes, des personnes issues de la diversité”. Le parti veut

également interdire les “règlements d’ordre intérieur discriminants” dans les écoles et autoriser les filles à s’habiller comme elles le souhaitent, jupe comme foulard. De même, le PTB préconise la fin des “lois et réglementations discriminatoires, comme l’interdiction du port du voile dans les services publics et les entreprises privées”.

Evras : Le PTB mentionne l’importance de la prévention de la violence dans sa partie sur la lutte contre les violences faites aux femmes et note sa volonté que “l’éducation sexuelle et relationnelle” soit abordée dans toutes les écoles “de façon adaptée à l’âge des élèves, et à ce que les écoles disposent de ressources et d’heures suffisantes à cette fin, pour qu’elles puissent à la fois développer une expertise au sein de leur propre équipe d’enseignant-es et faire appel à des experts extérieurs”.

Lutte contre les inégalités de genre

I. Autonomie financière

Le PTB développe plusieurs propositions afin de lutter contre les inégalités sociales comme la taxe des multimillionnaires et des superprofits, la baisse de la TVA à 0% pour les produits de première nécessité et le maintien à 6% pour l’énergie. Le parti propose également l’amélioration de la progressivité des impôts, un système de tiers payant afin que chacun-e puisse rénover son logement, la mise en place de grilles contraignantes des loyers. A plusieurs reprises, le PTB s’oppose aux taxes qui sanctionnent les plus précaires sans atteindre les plus nanti-es et souhaite mettre en place un “test pauvreté” à appliquer aux nouvelles lois. Le parti souhaite également que les allocations minimales de remplacement dépassent le seuil de pauvreté européen ainsi que plus de protection sociale pour les indépendant-es. Ajoutons que le PTB souhaite l’automatisation des droits sociaux et défend l’indexation automatique via la mise en place d’une nouvelle loi qui garantit celle-ci ainsi que la possibilité de négocier une augmentation salariale.

Le PTB mentionne également vouloir des emplois stables, de qualité et mieux rémunérés. Le parti s'oppose explicitement aux emplois précaires qui ne cotisent pas (et nuisent à la sécurité sociale), ainsi qu'à l'hyperflexibilité et souhaite favoriser les horaires fixes et rendre exceptionnelles les heures supplémentaires. Le parti mentionne également vouloir limiter le travail de nuit (à partir de 20 heures) et le travail le dimanche. Le parti refuse l'extension des flexi-jobs, le phénomène de "faux indépendants", la maltraitance des intérimaires et souhaite prioriser les travailleuses et travailleurs/eurs à temps-partiel d'une entreprise aux emplois étudiant-es.

Statut cohabitant : Comme tous les autres partis à l'exception du MR, le parti souhaite l'individualisation des droits sociaux et la fin du statut cohabitant.

Pension : Le PTB souhaite revenir à la pension à 65 ans, avec des dispositions permettant de prendre sa pension plus tôt selon le nombre d'années travaillées et la pénibilité du métier, ainsi que des aménagements de fin de carrière à partir de 55 ans. Le parti propose également de tendre vers une rémunération à hauteur de 75% du salaire moyen.

Le PTB développe un point qui vise à lutter contre les inégalités de pension entre les hommes et les femmes et propose que les périodes assimilées soient maintenues, la suppression des conditions de carrière supplémentaires instaurées par Vivaldi, ainsi que le rétablissement du crédit-temps et de l'interruption de carrière en tant que périodes pleinement assimilées. Le PTB souhaite, à long terme, assimiler totalement les tâches de soin et d'éducation.

Egalité salariale : Le PTB souhaite mettre en place un revenu minimum de 17 euros de l'heure, ainsi que lutter contre les temps-partiels contraints que subissent de nombreuses femmes. Le PTB souhaite également une revalorisation salariale du secteur de soin.

De plus, le parti souhaite une tolérance zéro envers les discriminations à l'embauche. Le PTB développe différentes propositions pour lutter contre les

discriminations racistes à l'embauche (tests de situation proactifs et systématiques, plans diversité dans les entreprises), mais n'élargit pas celles-ci aux discriminations sexistes.

Services publics et sécurité sociale :

Le PTB met en place de nombreuses propositions qui visent à renforcer et refinancer la sécurité sociale et consacre un chapitre entier à ce sujet. Le parti note également son attachement aux services publics et sa volonté de refédéraliser certains secteurs comme la santé, la mobilité, le climat, l'emploi et l'énergie, tout en maintenant et renforçant la fédéralisation de la sécurité sociale. Le parti s'oppose de nombreuses fois aux partenariats avec le privé, à la privatisation des différents secteurs et veut favoriser les investissements "public-public".

Ainsi, de nombreuses propositions visent à renforcer et financer ces biens communs que sont les services publics et la sécurité sociale. Par exemple, le parti souhaite des investissements massifs pour restaurer et construire des logements publics, ainsi que l'élargissement de la gratuité de l'enseignement incluant la gratuité des activités, de la garderie, du matériel scolaire et des repas. Le parti défend les différents piliers de notre sécurité sociale en dénonçant les attaques faites contre les personnes au chômage (le parti souhaite un soutien intensif dans leur recherche d'emploi, plutôt que des sanctions), ainsi que celles contre les malades de longue durée. Le PTB refuse également l'idée de devoir compléter sa pension via des systèmes privés. De plus, le programme note que "nous instaurons un moratoire sur les réductions des cotisations sociales", ainsi que "les augmentations de salaire brut sont favorisées".

II. Double journée des femmes

Le PTB note que le travail de soin devrait être une responsabilité partagée collectivement et ne pas reposer uniquement sur les femmes. Le parti souhaite ainsi développer plus de services publics qui prennent en charge ce travail.

Afin de faciliter la conciliation entre vies privée et professionnelle, le parti souhaite indemniser à 100% le congé de maternité et allonger le congé de paternité/coparentalité à 15 semaines, également indemnisé à 100%. De plus, le parti souhaite augmenter le nombre de jours de congé à 25 et instaurer le droit à la déconnexion. Notons que le PTB souhaite tendre vers une réduction collective du temps de travail à 30 heures par semaine et souhaite développer des expériences allant en ce sens, notamment dans les secteurs des titres-service et du soin. Le parti spécifie que cette réduction serait particulièrement bénéfique pour les femmes.

Crèches : Comme tous les partis, le PTB souhaite de plus nombreuses places en crèche. Le parti, qui s'oppose à la marchandisation du secteur, ainsi qu'au fonctionnement par appels à projets, souhaite que les places soient moins coûteuses, des investissements publics et améliorer les conditions de travail des travailleuses/eurs. Le parti souhaite mettre fin aux discriminations que subissent les parents sans emploi dans leur recherche de crèche.

Mamans solos : Le parti ne mentionne pas spécifiquement les mamans solos, bien qu'auraient pu être rementionnées la lutte contre les temps-partiels, contre les horaires flexibles, ainsi que la réduction collective du temps de travail.

Mobilités et infrastructures publiques:

Comme les autres partis, le PTB ne mentionne pas particulièrement les mobilités quotidiennes spécifiques des femmes. Néanmoins, il développe une politique de mobilités qui part des besoins des gens et refuse "le tsunami de taxes pour ceux qui ont besoin d'une voiture", ainsi que le dépassement de 1.4euros le litre d'essence. Notons que le PTB souhaite également faciliter l'accès au permis de conduire pour les jeunes.

Le parti souhaite également investir massivement dans les transports publics afin de les rénover, de les renforcer et d'attirer de nouvelles/aux voyageuses/eurs (et mentionne à nouveau que ce n'est pas via la sanction qu'il faut attirer ces

voyageuses/eurs). Le parti souhaite également tendre vers la gratuité de ceux-ci. De manière logique avec le reste de son programme, le PTB mentionne vouloir garder le rail fédéralisé et s'oppose à la libéralisation et la privatisation du secteur des transports.

En ce qui concerne les espaces publics, le PTB souhaite développer plus de services et d'infrastructures de proximité, ainsi que des infrastructures de première nécessité comme des toilettes publiques, des parcs, des garderies d'enfants et des maisons médicales. Dans sa partie sur la sécurité, le PTB mentionne vouloir lutter contre l'insécurité : "en fournissant suffisamment de services sociaux et d'espaces publics, nous encouragerons le vivre ensemble et le contrôle social. Des choses très simples comme les parcs, les écoles, les magasins, les laveries, les cafés, les centres sportifs, les espaces culturels, mais aussi les clubs de jeunes et les maisons de quartier garantiront moins de solitude, plus de convivialité et moins de délinquance."

III. Santé des femmes

Le PTB considère la santé comme un droit et souhaite refinancer le secteur, rendre ce droit plus accessible et renforcer la prévention (en proposant par exemple la création d'une maison de prévention dans chaque commune). Le parti refuse une médecine à deux vitesses et souhaite que chaque médecin applique les tarifs conventionnés, le remboursement de certains soins comme les lunettes et les prothèses auditives et que baissent les prix des médicaments. Le PTB propose aussi de garantir que "chaque personne puisse se rendre sans argent chez le médecin généraliste, le dentiste ou le kinésiste" via la généralisation du tiers payant et la suppression du ticket modérateur. Le parti souhaite également développer des centres de santé de quartier.

Notons que le parti souhaite reconnaître "les troubles liés au stress, tels que le burn-out" comme des maladies professionnelles. Il propose d'impliquer les travailleuses/eurs dans "l'élaboration de la politique de santé de leur entreprise", et

l'adoption par consensus des conditions du CPPT dans chaque entreprise.

Le PTB développe un point sur la santé des femmes en particulier. Il souhaite encourager la recherche sur les problèmes de santé qui touchent couramment les femmes, comme l'endométriose ou les maladies cardiaques. De plus, il veut intégrer cette approche genrée de la santé dans la formation médicale, "briser le tabou autour des douleurs menstruelles" et étudier la possibilité d'un congé menstruel.

Notons que le PTB veut également fournir "gratuitement des protections menstruelles dans toutes les écoles, les bâtiments publics, les maisons de quartier, les maisons de jeunes et les crèches et nous ramenons la TVA sur les protections menstruelles à 0 %".

Contraception : Le PTB veut rendre la pilule gratuite pour toutes les femmes et rendre plus accessible la contraception de longue durée (comme le stérilet). De plus, le parti souhaite la mise à disposition de préservatifs gratuits dans les toilettes publiques, écoles et cabinets de médecin.

IVG : Le PTB veut que l'avortement ne soit plus punissable par la loi, allonger le délai légal à 18 semaines et réduire la période d'attente à 48 heures. De plus, le parti souhaite augmenter le nombre de centres d'avortement et rendre obligatoire "l'orientation (vers d'autres médecins ou institutions) pour les médecins et les hôpitaux qui ne veulent pas pratiquer d'avortements". Le PTB mentionne également la nécessité de rendre obligatoire l'avortement dans la formation de base des médecins, ainsi que faciliter l'accès à l'avortement pour les femmes sans-papiers.

IV. Soutien au secteur associatif

Le PTB mentionne de nombreuses fois son soutien au travail effectué par le secteur associatif et aux luttes menées par celui-ci. Il souhaite intégrer beaucoup plus la société civile - à travers les syndicats, les associations, mais aussi les mouvements sociaux dont le mouvement féministe - dans différents processus politiques, par

exemple lors d'un changement de loi important. Le parti veut donner une place et une écoute au milieu associatif en raison de son expertise "qui manque aux politiciens et aux administrations". Le PTB encourage également les partenariats entre l'enseignement et "le milieu associatif, les ONG et les syndicats afin de sensibiliser les étudiants aux problématiques de la société".

Le PTB souligne sa volonté de défendre la liberté d'association, les droits syndicaux et son refus de la criminalisation des syndicalistes. Il dénonce les attaques et intimidations de la droite et de l'extrême droite contre le secteur. Il souligne également l'importance de pouvoir maintenir l'indépendance des associations : "Le PTB partage les craintes pour l'avenir de la société civile, c'est pourquoi nous mettrons tout en œuvre pour garantir son indépendance et la laisser libre d'exprimer une voix critique". Le parti propose également un financement transparent et structurel du secteur.

Lutte contre les violences faites aux femmes

Le parti développe une partie sur les violences faites aux femmes et mentionne vouloir faire de la lutte contre ces violences une priorité et avoir une approche globale de celles-ci. Il mentionne la Convention d'Istanbul et souhaite s'inspirer de ce qui se pratique en Espagne. Ainsi, le PTB propose la mise en place de "points violets" et d'une application contre le harcèlement de rue. Il veut aussi renforcer le contrôle social dans les transports via un plus grand nombre de personnel. Le parti souhaite également augmenter le nombre de CPVS et les lignes d'écoute, ainsi qu'investir dans les centres d'accueil pour les victimes de violence et rendre ceux-ci plus nombreux.

Police et justice :

Le parti dénonce une justice de classe et souhaite, au contraire, rendre la justice plus accessible, plus juste, plus efficace et garantir un traitement égal à tout le monde. Pour cela, le PTB propose de la rendre plus accessible financièrement, mais

également d’y rendre le langage plus simple. Le PTB souhaite également donner une plus grande importance aux intérêts des victimes.

Le parti marque une opposition au “tout répressif” et mentionne l’importance de la prévention : “La prévention sociale est le meilleur moyen pour éviter la criminalité. C’est pour ça que nous voulons garantir le droit au travail et au logement, ainsi qu’à une sécurité sociale solide pour qu’un sentiment de sécurité sociale et d’attente sereine du lendemain puissent émerger”.

Néanmoins, le parti distingue la grande et la petite délinquance, la première comprenant “la criminalité en col blanc, le grand banditisme ou le terrorisme”, ainsi que la violence sexuelle. Pour ces crimes, le parti ne souhaite aucune impunité. Si des sanctions “qui ont du sens” et la préférence pour des sanctions réparatrices et éducatives sont mentionnées pour “la petite délinquance”, ce n’est donc pas le cas pour les violences sexuelles, comprises dans la grande criminalité, pour lesquelles la prison semble être favorisée et dont la protection des victimes doit être une priorité pénale.

Le parti propose également le déploiement des cellules EVA, la formation aux violences faites aux femmes des professionnel-les qui interviennent dans l’aide à la victime, ainsi que la mise en place de personnel spécialisé au sein de la police et de la justice et la création de chambres spécialisées dans les violences liées au genre. Le parti propose également d’intégrer la notion de “consentement explicite” dans la loi. Le PTB souhaite aussi une “évaluation des risques” afin de prévenir la récidive.

Notre analyse

A la lecture et comparaison de ces programmes, nous observons diverses manières d'aborder les thématiques liées aux droits des femmes et différents poids donnés à celles-ci. Nous observons une opposition majeure entre les partis de gauche et ceux de droite sur la manière d'aborder ces thématiques. Nous le percevons déjà dans la place qu'occupe la question des femmes dans le programme, elle n'a pas la même transversalité dans tous les partis. Les partis de gauche développent beaucoup plus de propositions, solides, concernant l'égalité hommes/femmes, par exemple, concernant le droit à l'avortement, la contraception, la prévention, ou encore, le soutien au secteur associatif. Pour ces partis, l'angle genre revient quelque soit la thématique et nous observons que les partis de gauche ont entendu les constats et les propositions de la société civile et ont intégré dans leurs programmes les revendications féministes.

Ce clivage gauche-droite portant sur la manière de se saisir des questions liées aux droits des femmes n'est pas étonnant. De manière binaire qui pourrait être nuancée dans une analyse consacrée au sujet, nous pourrions distinguer la gauche et la droite par une opposition entre un primat sur l'individu-e d'une part et sur le collectif d'autre part. La pensée de gauche se caractérise par sa vision collective : que ce soit dans les constats qu'elle pose ou dans les solutions qu'elle propose. La gauche pense les inégalités comme étant le résultat de structures, rapports de force, dynamiques institutionnelles et ne rend pas responsables les individu-es de celles-ci. Par exemple, s'il y a des pauvres, ce n'est pas parce que certain-es seraient fainéant-es, mais parce qu'on vit dans un système capitaliste qui repose sur l'exploitation d'une classe sociale par une autre. Ainsi, les inégalités ne peuvent être comprises comme étant le résultat d'individu-es qui seraient plus ou moins méritant-es, plus ou moins faibles, mais comme le résultat de structures sociétales qui désavantagent et défavorisent certains groupes comme les femmes, la classe travailleuse, les personnes d'origine étrangère, etc. Et si ces inégalités sont dues à ces ressorts systémiques et sociétaux, il y a une responsabilité collective et sociétale dans la suppression de celles-ci. C'est pourquoi la gauche est caractérisée

par son attachement à la sécurité sociale : historiquement, celle-ci a été pensée comme un système de protection sociale, une assurance contre les risques collectifs qu'on traverse dans une société capitaliste et elle repose sur le principe de solidarité. La droite, à l'inverse, pense la société comme la conséquence d'actions d'individu-es et en termes de choix posés par ces individu-es. Et donc, s'il y a des pauvres, c'est qu'il y a des fainéant-es et des non méritant-es.

Selon cette logique, les pensées féministes sont forcément plus compatibles avec la pensée de gauche puisque le féminisme part du principe que les femmes sont confrontées à des inégalités, non pas parce qu'elles seraient moins intelligentes, plus faibles ou moins méritantes, mais parce que des structures sociétales les désavantagent : emplois moins valorisés et moins rémunérés, limites dans leurs droits à disposer de leur corps, non reconnaissance de leur travail de soin, etc. Le féminisme est marqué par la fameuse phrase de Simone de Beauvoir "on ne naît pas femme, on le devient" qui révèle non pas des dispositions individuelles et/ou biologiques, mais la construction historique et sociale des différences et inégalités de genre. La pensée féministe s'oppose à la logique de pensée de la droite qui fait primer le libre choix individuel sur le poids des systèmes. Les travaux féministes ont démontré à quel point nos choix, que l'on pense personnels, sont en réalité le résultat de pressions et d'attentes projetées sur les femmes. Si les femmes ont majoritairement à charge les enfants, ce n'est pas parce qu'elles le choisissent ou parce qu'elles seraient biologiquement conçues pour cela, mais bien parce qu'on les éduque à le faire. Ainsi, les féministes s'en prennent bien souvent à ce qu'elles nomment un système patriarcal qui est plus vaste qu'une somme d'actions individuelles : il se lit également dans nos institutions, nos lois, notre division du travail, etc. Ainsi, les pensées de gauche et féministes peuvent se rejoindre sur les constats et les solutions à proposer : gratuité de la contraception, evras, accès concret et universel pour le droit à l'avortement, etc. Ainsi, les partis de gauche vont facilement intégrer les revendications pour lutter contre l'oppression des femmes dans leurs propositions habituelles pour l'égalité. Nous sommes bien loin des solutions davantage individuelles proposées par les partis de droite comme la possibilité d'augmenter ses heures de travail ou d'avoir des horaires plus flexibles.

Notons que s'il existe un féminisme libéral, qui prône l'ascension de quelques-unes à des postes de pouvoir afin d'atteindre l'égalité entre hommes et femmes de même position dans une société hiérarchisée, celui-ci se confronte rapidement aux critiques du reste des mouvements féministes.

Au-delà de ce premier constat, un autre s'impose à nous : les propositions ou l'absence de propositions de certains partis pourraient gravement nuire aux droits des femmes. Comme nous l'avons dit, ces programmes risquent d'impacter nos quotidiens de femmes et de travailleuses de l'associatif et certains programmes nous effraient sur l'avenir qu'ils proposent. Premièrement, en ce qui concerne le secteur associatif, nous constatons un grave manque de soutien de la part du MR, de DÉFI et, avec les particularités que nous avons relevées, des Engagés. Nous constatons même une certaine méfiance envers un secteur qui pourrait être perçu comme étant trop politisé. Ce qui nous questionne énormément sur notre travail qui, loin de se limiter à l'hébergement des femmes victimes de violences, vise également à alerter sur leur situation et à dénoncer tout ce qui aggrave celle-ci. Devrions-nous nous contenter de prendre soin sans aspirer à des transformations sociales qui apporteraient des solutions de fond ?

Deuxièmement, d'autres propositions comme la limitation dans le temps des allocations de chômage, la remise en question de la gratuité scolaire totale par le MR, la possibilité d'augmenter les emplois précaires, etc., nous font craindre un avenir plus sombre pour les femmes et, singulièrement, celles qui passent dans l'un ou l'autre de nos services. Ajoutons le manque d'ambition en ce qui concerne un droit à l'avortement solide de la part du MR et des Engagés et le tableau devient très sombre. Toutes ces propositions économiques risquent fortement de fragiliser l'autonomie des femmes et nous sommes loin du soutien urgent que nous espérons. Ajoutons le manque d'ambition en ce qui concerne un droit à l'avortement solide de la part du MR et des Engagés et le tableau devient très sombre. Ces programmes nous rappellent à quel point nos droits ne sont jamais acquis et que nous devons constamment lutter pour les défendre et en gagner de

nouveaux.

Conclusion

Pour cette année électorale, nous avons souhaité décortiquer les différents programmes des partis politiques afin d’y relever les différentes propositions concernant l’égalité femmes/hommes. Nous les avons examinées selon qu’elles participent, ou non, à la déconstruction des stéréotypes de genre, à l’autonomie financière des femmes, à la simplification de leur double journée de travail, à leur santé, au soutien au secteur associatif ou à la lutte contre les violences faites aux femmes, tous ces sujets qui sont au cœur des préoccupations de nos publics. Nous avons constaté que certains partis se saisissent des thématiques liées aux droits des femmes et développent des propositions que nous pouvons qualifier de féministes, par exemple en termes de contraception gratuite, de droit à l’avortement, ou encore, de soutien à Praxis. A l’inverse, d’autres programmes nous ont effrayées tant les propositions pour améliorer le quotidien des femmes sont peu nombreuses et tant certaines empireraient les inégalités de genre, par exemple, en termes de précarisation du marché du travail, du soutien à l’associatif, d’aides à l’emploi ou encore vis-à-vis du statut cohabitant.

Pour conclure cette étude, nous aimerions souligner que si nous nous sommes concentrées sur les propositions des partis politiques, nous sommes clairement conscientes qu’il ne nous faut pas attendre l’action des partis politiques pour améliorer le quotidien des femmes. Si certains partis ont adopté des revendications féministes, c’est bien parce que nous avons lutté pour que soient mises ces thématiques à l’agenda politique, ce qu’il nous faut continuer. Car c’est via notre travail et expertise de terrain ainsi que via nos mobilisations que nous arriverons à une société plus égalitaire. Quels que soient les résultats des élections, il nous faudra lutter : pour contrer les mesures qui détruiraient toutes nos avancées sociales ou féministes ou pour s’assurer que les propositions progressistes soient réellement mises en place. Conscient de ces enjeux, le CVFE prendra les devants. D’abord en portant, avec ses partenaires, les revendications des associations qui

accueillent et hébergent les femmes et les enfants victimes de violences auprès des nouveaux gouvernements. Ensuite, en se mobilisant avec un maximum d'acteurs du non-marchand pour défendre sa légitimité, notamment dans les espaces de consultation de la société civile et dans la définition de plans d'action ambitieux pour défendre les droits des femmes. Enfin, en militant pour défendre la préservation et le développement des enveloppes financières allouées aux associations qui prennent en charge des missions de service public telles que celles effectuées par le CVFE.

Glossaire

Aliénation parentale : concept pseudo-scientifique selon lequel un-e enfant serait manipulé-e par l'un des parents (le plus souvent la mère) pour haïr l'autre (le père) dans le cas d'une séparation. [Une loi contre l'aliénation parentale en Belgique ?](#)
['Non, il faudrait plutôt bannir ce concept' - RTBF Actus](#)

Cellules EVA : Emergency victim assistance. Il s'agit d'une cellule dédiée spécifiquement à l'accueil des victimes de violences sexuelles ou intrafamiliales.

COCOF : Commission Communautaire Française

Convention d'Istanbul : Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique.

CPAS : Centre Public d'Action Sociale

CPVS : Centre de Prise en charge des Violences Sexuelles :
<https://cpvs.belgium.be/fr>

STEAM : Science, Technologie, Ingénierie, Art et Mathématiques

EVRAS : Education à la Vie Relationnelle Affective et Sexuelle :
<https://www.evras.be/>

PRAXIS : Association partenaire du CVFE qui vise à responsabiliser les auteurs de violences : <http://www.asblpraxis.be/>

SECAL : Service des Créances Alimentaires

AMU : Aide Médicale Urgente qui permet aux personnes sans papiers d'avoir accès à un minimum de soins de santé.

Logements AIS : Agence Immobilière Sociale : ce sont des partenariats entre des

propriétaires de logements privés et les services publics afin que ces logements deviennent "sociaux", c'est-à-dire destinés aux publics qui peuvent obtenir ces logements et à bas loyers.

Automatisation des droits sociaux : le fait d'automatiquement verser les allocations, revenus, aides, etc qu'une personne est en droit de recevoir, sans qu'elle n'ait à en faire la demande.

VIF : Violences Intra-Familiales.

Doxxing : Abréviation de « dropping dox » qui signifie « fournir des preuves » ou encore « lâcher des infos ». D'une manière générale, le doxing est un acte malveillant utilisé contre des personnes avec lesquelles le cybercriminel est en désaccord ou en mauvais termes. [Qu'est-ce que le doxing : est-ce illégal et comment l'éviter ? \(kaspersky.fr\)](https://www.kaspersky.fr/fr/actualites/le-doxing-est-il-illégal-et-comment-l-éviter)

FWB : Fédération Wallonie-Bruxelles

Gender Budgeting : une application de l'approche intégrée de l'égalité entre les femmes et les hommes dans le processus budgétaire [Gender budgeting | Institut pour l'égalité des femmes et des hommes \(belgium.be\)](https://www.institut.be/fr/actualites/gender-budgeting)

Gender Mainstreaming : la (ré)organisation, l'amélioration, l'évolution et l'évaluation des processus de prise de décision, aux fins d'incorporer la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes dans tous les domaines et à tous les niveaux, par les acteurs généralement impliqués dans la mise en place des politiques [Gender mainstreaming | Institut pour l'égalité des femmes et des hommes \(belgium.be\)](https://www.institut.be/fr/actualites/gender-mainstreaming)

Intersectionnel : notion sociologique qui désigne la manière dont les différentes formes d'oppression comme le racisme, le sexisme, le classisme, le validisme, l'homophobie, la transphobie, et d'autres, s'articulent et se renforcent mutuellement.

IVG : Interruption Volontaire de Grossesse.

PMR : Personnes à Mobilité Réduite

PMS : Centre Psycho-Médico-Sociaux.

Points violets : Lieux "safe" mis en place en Espace, notamment dans les lieux festifs. Ceux-ci permettent de venir déposer, discuter, etc d'une situation sexiste auprès de professionnel-les.

PSE : Service de Promotion de la Santé à l'École

RIS : Revenu d'Intégration Sociale

SAJ : Service d'Aide à la Jeunesse

SPJ : Service de Protection de la Jeunesse

VFF : Violences Faites aux Femmes.

Victim Blaming : Fait de mettre la responsabilité d'un crime ou d'un méfait sur sa victime et blâmer celle-ci. [Définition de victim blaming | Dictionnaire français \(lalanguefrancaise.com\)](https://www.lalanguefrancaise.com/dictionnaire/definition-victim-blaming)

Quelle place pour les femmes dans les programmes pour ces élections 2024 ?

Collectif contre les Violences Familiales et l'Exclusion (CVFE asbl) : rue Maghin, 11 – 4000 Liège.

Publications (analyses et études) : www.cvfe.be

Contact : Roger Herla – rogerherla@cvfe.be – 0471 60 29 70

Avec le soutien du Service de l'Education permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.